

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 63 (1945)
Heft: 13

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 11.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Schweizerisches Handelsamtsblatt

157

Feuille officielle suisse du commerce • Foglio ufficiale svizzero di commercio

Erscheint täglich, ausgenommen an Sonn- und Feiertagen - Parait tous les jours, le dimanche et les jours de fête exceptés

Nr. 13 Bern, Mittwoch 17. Januar 1945

63. Jahrgang — 63^{me} année

Berne, mercredi 17 janvier 1945 No 13

Redaktion und Administration: Effingerstrasse 3 in Bern. Telefon Nummer (031) 216 80
Im Inland kann nur durch die Post abonniert werden. Getl. Abonnementsbeträge nicht an obige Adresse, sondern am Postschalter einzahlen — Abonnementspreise: Schweiz: jährlich Fr. 22.30, halbjährlich Fr. 12.30, vierteljährlich Fr. 8.30, zwei Monate Fr. 4.50, ein Monat Fr. 2.50; Ausland: Zuschlag des Porto — Preis der Einzelnummer 25 Rp. — Annoncen-Regie: Publicitas AG. — Insertionsstarif: 20 Rp. die einspaltige Millimeterzeile oder deren Raum; Ausland 25 Rp. Jahresabonnementspreis für die Monatschrift „Die Volkswirtschaft“: Fr. 8.30.

Rédaction et administration: Effingerstrasse 3 à Berne. Téléphone numéro (031) 216 80
En Suisse, les abonnements ne peuvent être pris qu'à la poste. On est donc prié de ne pas verser le montant des abonnements à l'adresse ci-dessus — Prix d'abonnement: Suisse: un an 22 fr. 30; un semestre 12 fr. 30; un trimestre 8 fr. 30; deux mois 4 fr. 50; un mois 2 fr. 50; étranger: frais de port en plus — Prix du numéro 25 ct. — Régie des annonces: Publicitas SA. Tarif d'insertion: 20 ct. la ligne de colonne d'un mm ou son espace; étranger: 25 ct. Prix d'abonnement annuel à „La Vie économique“ ou à „La Vita economica“: 8 fr. 30.

Inhalt — Sommaire — Sommario

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse und Nachlassverträge. Faillites et concordats. Fallimenti e concordati.
Handelsregister. Registre du commerce. Registro di commercio.
Fabrik- und Handelsmarken. Marques de fabrique et de commerce. Marche di fabbrica e di commercio 109184—109182.
Allgemeine Grundkreditbank in Liq. (Crédit général foncier en liq.), in Basel.
Baugenossenschaft Rankhof, Thun.
Bilanzen. Bilans. Bilancio.

Mitteilungen — Communications — Comunicazioni

BRB über die Herabsetzung der Biersteuer. ACF réduisant l'impôt sur la bière.
Luxussteuer (Auforderung der eidgenössischen Stenerverwaltung). Impôt sur le luxe (invitation aux contribuables). Imposta sul lusso (esortazione ai contribuenti).
Negoziazioni economiche tra la Svizzera e la Germania.
Riduzione del dazio sui telai carrozzati in Svizzera come furgoncini d'una capacità sino a 800 kg di carico.
Postscheckverkehr, Beitritte. Service des chèques postaux, adhésions.

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse — Faillites — Fallimenti

Die Konkurse und Nachlassverträge werden am Mittwoch und am Samstag veröffentlicht. Die Aufträge müssen spätestens Mittwoch, morgens um 8 Uhr, bzw. am Freitag um 12 Uhr, beim Schweizer Handelsamtsblatt, Effingerstr. 3, Bern, eintreffen.

Les faillites et les concordats sont publiés chaque mercredi et samedi. Les ordres doivent parvenir à la Feuille officielle suisse du commerce, Effingerstrasse 3, à Berne, au plus tard à 8 heures le mercredi et à midi le vendredi.

Ouvertures de faillites

(L.P. 231, 232) (OT. féd. du 23 avril 1920, art. 29, 128)

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (L.P. 209).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés, faute de quoi ils encourront les peines prévues par la loi et seront déchus de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai. Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Ct. de Genève Office des faillites, Genève (43)

Deuxième sommation aux titulaires de servitudes

Faillie: Mercurialis S.A., représentation, achat et vente de tous produits manufacturés, ayant son siège à Versoix (Genève).
Immeubles possédés par la faillie dans la commune de Versoix: parcelle n° 3658, feuille 19, avec bâtiments n°s 537, 608, 609, 610, 1399; parcelle 3943, feuille 19, avec bâtiment 607, et partie des bâtiments n°s 537, 609, 1399; parcelles n°s 3944, 3945, 3946, feuille 19.
Délai pour la production des servitudes: 5 février 1945.

Einstellung des Konkursverfahrens — Suspension de la liquidation

(SchKG 230.)

(L. P. 230.)

Falls nicht binnen zehn Tagen ein Gläubiger die Durchführung des Konkursverfahrens begehrt und für die Kosten hinreichende Sicherheit leistet, wird das Verfahren geschlossen.

La faillite sera clôturée faite par les créanciers de réclamer dans les dix jours l'application de la procédure en matière de faillite et d'en avancer les frais.

Ct. de Vaud Office des faillites, Lausanne (47)

Faillie: Meyer et Renouf, société en nom collectif, représentations, Avenue Floréal 7, à Lausanne.
Date du prononcé: 9 janvier 1945.
Délai pour avancer les frais de 200 fr.: 27 janvier 1945.

Ct. de Vaud Office des faillites, Morges (44)

La liquidation par voie de faillite ouverte contre Schopfer Maro, travaux agricoles, à Echichens, par ordonnance rendue le 10 janvier 1945 par le président du tribunal a été, ensuite de constatation du défaut d'actif, suspendue le 10 janvier 1945 par décision du juge de la faillite.

Si aucun créancier ne demande d'ici au 27 janvier 1945 la continuation de la liquidation, en faisant une avance de frais de 200 fr., la faillite sera clôturée.

Kollokationsplan — Etat de collocation

(SchKG. 249—251)

(L.P. 249—251)

Der ursprüngliche oder abgeänderte Kollokationsplan erwächst in Rechtskraft, falls er nicht binnen zehn Tagen vor dem Konkursgerichte angefochten wird.

L'état de collocation, original ou rectifié, passe en force, s'il n'est attaqué dans les dix jours par une action intentée devant le juge qui a prononcé la faillite.

Kt. Zürich Konkursamt Unterstrass-Zürich (45)

Gemeinschuldnerin: Sieba, Gesellschaft für Siedelungsbauten (Genossenschaft), Bachofnerstrasse 9, in Zürich 10.
Anfechtbar: bis 27. Januar 1945 mittels Klageschrift im Doppel beim Einzelrichter im beschleunigten Verfahren des Bezirksgerichtes Zürich.

Nachlassverträge — Concordats — Concordati

Moratoria pel concordato e invito ad i creditori d'insinuare i loro crediti

(L. E. F. 295, 296, 300.)

I debitori qui sotto nominati hanno ottenuto una moratoria.
I creditori sono invitati ad insinuare i loro crediti presso il commissario nel termine stabilito per le insinuazioni, sotto la comminatoria che in caso di omissione non avranno diritto di voto nelle deliberazioni sul concordato.

Ct. Ticino Circondario di Bellinzona (46)

Debitor: Gasparini Giovanni, merciaio, in Giubiasco.
Decreto di moratoria della Pretura di Bellinzona: 5 gennaio 1945.
Commissario per il concordato: Costantino Boggia, supplente ufficiale EF, Bellinzona.
Termine per la insinuazione dei crediti: 2 febbraio 1945.
Adunanza dei creditori: 10 aprile 1945, alle ore 15, presso l'Ufficio dei fallimenti di Bellinzona.
Deposito degli atti: 31 marzo 1945.

Verhandlung über die Bestätigung des Nachlassvertrages

(SchKG 304, 317.)

Délibération sur l'homologation de concordat

(L. P. 304, 317.)

Die Gläubiger können ihre Einwendungen gegen den Nachlassvertrag in der Verhandlung anbringen.

Les opposants au concordat peuvent se présenter à l'audience pour faire valoir leurs moyens d'opposition.

Kt. Zürich Bezirksgericht Zürich, 3. Abteilung (49)

Das Bezirksgericht Zürich, 3. Abteilung, hat die Verhandlung über den von der Firma Stäbli R.O., A.G., Brennstoffe, Brandschenkestrasse 47, Zürich 2, ihren Gläubigern vorgeschlagenen Nachlassvertrag festgesetzt auf Freitag den 16. Februar 1945, 15 Uhr, Zimmer 219 des Bezirksgebäudes, Badenerstrasse 90, Zürich.

Die Gläubiger, Mitschuldner und Bürgen der Schuldnerin werden hiemit auf diesen Termin eingeladen. Einwendungen gegen die Bestätigung des Nachlassvertrages können an der Verhandlung mündlich oder vorher schriftlich erhoben werden; Stillschweigen gilt als Verzicht auf Einwendungen. Akteneinsicht bis 11. Februar 1945 im Bureau 214.

Zürich, den 15. Januar 1945.

Der stellvertretende Gerichtsschreiber: Hässig.

Notstundung — Sursis extraordinaire

(Verordnung des BR. vom 24. Januar 1941 — Ordonnance du CF. du 24 janvier 1941)

Ct. de Fribourg Tribunal de la Sarthe, Fribourg (50)

Demande de sursis extraordinaire

Grangier Arthur, commerce de vins et liqueurs, à Fribourg, Rue de l'ancienne Préfecture 182, a demandé l'octroi d'un sursis extraordinaire.
Le président statuera sur la demande mardi 23 janvier 1945, à 10 h., à la salle du tribunal, Maison de justice, à Fribourg.

Les créanciers, cautions et co-débiteurs sont convoqués à cette audience. Ils peuvent consulter le dossier et ont aussi la faculté de formuler par écrit leurs objections à la demande formulée.

Fribourg, le 16 janvier 1945.

Le président du tribunal: X. Neuhaus.

Kt. Appenzel ARh. Bezirksgericht Mittelland (48)**Notstundungsgesuch**

Die Verhandlungen über das von der Gobanit A.G., Bühler (Appenzel ARh.) eingereichte Gesuch um Bewilligung einer Notstundung finden Donnerstag den 1. Februar 1945, nachmittags 2½ Uhr, vor dem Bezirksgericht Mittelland (Appenzel ARh.) im Gemeindehaus in Teufen (2. Stock) statt.

Gläubiger, Bürgen und Mitschuldner können vor der Verhandlung (am 1. Februar 1945 vormittags im Wartzimmer) die Akten einsehen und Einwendungen gegen das Gesuch auch schriftlich beim Bezirksgericht Mittelland anbringen.

Trogen, den 15. Januar 1945.

Die Bezirksgerichtskanzlei.

Verschiedenes — Divers — Varia**Kt. Zürich Konkurskreis Unterstrass-Zürich (51)****Verlängerung einer Eingabefrist**

Die den Gläubigern des **Holenstein Hans**, Bäckermeister, Schaffhauserstrasse 165, Zürich 6, durch Publikation in Nr. 7 des Schweizerischen Handelsamtsblattes vom 10. Januar 1945 zur Anmeldung ihrer Forderungen angesetzte Frist wird bis zum 30. Januar 1945 verlängert.

Zürich, den 16. Januar 1945.

Der gerichtlich bestellte Sachwalter:

Dr. Otto Huber, Rechtsanwalt,

Pelikanstrasse 2 (Ecke Bahnhofstrasse 53), Zürich.

Telephon 27 79 77.

Handelsregister - Registre du commerce - Registro di commercio**Zürich — Zurich — Zurigo**

11. Januar 1945. Tuch-, Mass- und Bettwaren.

Corrodi & Gehring, Kollektivgesellschaft, in Illnau (SHAB. Nr. 45 vom 23. Februar 1922, Seite 329), Tuch-, Mass- und Bettwarengeschäft. Diese Gesellschaft hat sich infolge Todes des Gesellschafters Fritz Gehring-Corrodi aufgelöst. Die Firma ist erloschen. Aktiven und Passiven werden von der Kommanditgesellschaft «Karl Corrodi & Co.», in Effretikon, Gemeinde Illnau, übernommen.

11. Januar 1945. Tuch-, Mass- und Konfektionsgeschäft.

Karl Corrodi & Co., in Effretikon, Gemeinde Illnau. Unter dieser Firma sind Karl Corrodi-Baltensberger, von und in Illnau, als unbeschränkt haftender Gesellschafter, und Witwe Ida Gehring, geborene Corrodi, von Kyburg, in Illnau, als Kommanditärin mit der Summe von Fr. 15 000, eine Kommanditgesellschaft eingegangen, welche am 1. Januar 1945 ihren Anfang nahm und Aktiven und Passiven der bisherigen Kollektivgesellschaft «Corrodi & Gehring», in Illnau, übernimmt. Einzelprokura ist erteilt an Karl Corrodi jun., von und in Illnau. Tuch-, Mass- und Konfektionsgeschäft. Beim Bahnhof.

11. Januar 1945.

Goethe-Stiftung für Kunst und Wissenschaft, in Zürich. Unter diesem Namen besteht auf Grund der öffentlichen Urkunde vom 23. Dezember 1944 eine Stiftung mit dem Zweck: 1. der Förderung der Kunst, d. h. der Unterstützung aller Interessen sowohl der Kunstschaffenden als der Kunstgeniessenden, im Gebiete der Schweizerischen Eidgenossenschaft, mit besonderer Berücksichtigung des Kantons Zürich, wie z. B. durch Förderung des Theaters, der Dichtkunst und der Musik, der bildenden Künste, durch Ankauf oder Beihilfe zum Ankauf von Werken der Malerei und Bildhauerei durch öffentliche Museen, durch Zuwendung an würdige Künstler und dergleichen; 2. der Unterstützung wissenschaftlicher Bestrebungen im Gebiete der Schweizerischen Eidgenossenschaft, mit besonderer Berücksichtigung des Kantons Zürich, wie z. B. durch Finanzierung oder Beihilfe zur Finanzierung von Forschungen, der Errichtung von Lehrstühlen, der Herausgabe von Schriften und dergleichen, und zwar sowohl im Fache der Geistes- als auch der Natur- und technischen Wissenschaften. Die Organe der Stiftung sind der Stiftungsrat von mindestens 5 Mitgliedern und die Kontrollstelle. Emil Bührle, von und in Zürich, Präsident des Stiftungsrates, führt Einzelunterschrift. Charlotte Bührle, geborene Schalk, von und in Zürich, oder Dr. Hans Mötteli, von Rüti (Zürich), in Winterthur, Protokollführer, führen Kollektivunterschrift je mit Theodor Gut, von Männedorf, in Stäfa, oder Dr. Emil Klöti, von Zürich und Winterthur, in Zürich, alle Mitglieder des Stiftungsrates. Domizil: Birchstrasse 155, in Zürich 11, bei der Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon Bührle & Co.

11. Januar 1945.

Viehztuchtgenossenschaft Elgg, in Elgg (SHAB. Nr. 54 vom 6. März 1939, Seite 466). Jakob Spiller, Hans Mantel und Alfred Meisterhans sind aus dem Vorstand ausgeschieden; ihre Unterschriften sind erloschen. Heinrich Spiller-Hafner, von und in Elgg, hiesiger Kassier, ist nun Vizepräsident und Kassier. Neu wurden in den Vorstand gewählt Karl Kupper-Stiefel, von Elgg, als Präsident und Heinrich Frei-Hofer, von Elgg, als Aktuar; beide in Elgg. Präsident und Vizepräsident führen mit dem Aktuar Kollektivunterschrift.

11. Januar 1945. Bureaumaschinen.

Theo Muggli A.-G., in Zürich I (SHAB. Nr. 125 vom 3. Juni 1942, Seite 1246), Handel mit Bureaumaschinen usw. Dr. Walter Baechli und Witwe Emilie Muggli, geborene Rothen, sind aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; deren Unterschriften sind erloschen. Die Unterschrift von Theo Muggli ist ebenfalls erloschen. Ernst Hauser, bisher Vizepräsident und Delegierter des Verwaltungsrates, ist nun einziges Verwaltungsratsmitglied und führt an Stelle der Kollektivunterschrift nun Einzelunterschrift. Die Prokuristen Erwin Wondrusch und Paul Müller zeichnen unter sich.

11. Januar 1945. Elektrische Apparate usw.

Electro Lux A.-G., in Zürich 2 (SHAB. Nr. 266 vom 11. November 1944, Seite 2507), elektrische Apparate usw. Anders Gustaf Friström, schwedischer Staatsangehöriger, in Zürich, wurde zum Direktor ernannt. Er führt Kollektivunterschrift mit je einem der übrigen Zeichnungsberechtigten.

11. Januar 1945.

Wohlfahrtsfonds der Firma Bamberger & Cie., Stiftung, in Zürich 6 (SHAB. Nr. 140 vom 20. Juni 1942, Seite 1403). Ernst Brüllmann ist aus dem Stiftungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neu wurde als Rechnungsführer des Stiftungsrates gewählt Erhard Casparis, von Berggün, in Zürich. Er führt Kollektivunterschrift mit je einem der übrigen Zeichnungsberechtigten.

11. Januar 1945.

Immobilien-genossenschaft zur Sihlschmiede, in Zürich 1 (SHAB. Nr. 30 vom 6. Februar 1928, Seite 229). Dr. Paul Schaffner ist aus dem Vorstand ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neu wurde als einziges Vorstandsmitglied mit Einzelunterschrift gewählt Emil Rumpf, von und in Zollikon.

11. Januar 1945. Garne usw.

Ernst Obrist, in Zürich (SHAB. Nr. 271 vom 19. November 1935, Seite 2834), Garne en gros usw. Die Prokuren von Fritz Hurter und Reinhard Beyeler sind erloschen. Einzelprokura ist erteilt an Fritz Hurter, von Kappel am Albis, in Affoltern am Albis.

11. Januar 1945. Schneiderei-furnituren.

E. Grazzi, in Zürich. Inhaberin dieser Firma ist Erna Grazzi, italienische Staatsangehörige, in Zürich 4. Handel en gros mit Schneiderei-furnituren. Lagerstrasse 52.

11. Januar 1945.

J. Gut, Treuhand- und Revisionsbureau, in Zürich. Inhaber dieser Firma ist Josef Gut, von Luzern, in Hergiswil (Nidwalden). Treuhand- und Revisionsbureau. Löwenstrasse 62.

11. Januar 1945.

W. Hausheer, Schreibmaschinen, in Zürich. Inhaber dieser Firma ist Willy Hausheer-Hunziker, von Zürich, in Zürich 2. Einzelprokura ist erteilt an Hermine Hausheer, geborene Hunziker, von und in Zürich. Handel mit Schreibmaschinen und deren Zubehör sowie Handel mit Büromöbeln, Reparaturwerkstätte. Universitätstrasse 29.

11. Januar 1945. Automobile.

Ludwig Klouth, in Zürich. Inhaber dieser Firma ist Ludwig Klouth, von Zürich, in Zürich 7. Handel mit und Reparaturen von Automobilen. Eidmattstrasse 10.

11. Januar 1945. Bäckerei, Spezereihandlung usw.

Ernst Nüssli, in Embrach. Inhaber dieser Firma ist Ernst Nüssli, von Hofstetten (Zürich), in Embrach. Bäckerei, Konditorei, Spezereihandlung.

11. Januar 1945. Landesprodukte.

Tansini-Keller, in Zürich. Inhaber dieser Firma ist Guido Guglielmo Tansini-Keller, von Zürich, in Zürich 6. Einzelprokura ist erteilt an Paula Tansini, geborene Keller, von und in Zürich. Handel en gros mit Landesprodukten. Ottostrasse 15.

11. Januar 1945.

Karl Steiner, Mechanische Schreinerel, in Zürich (SHAB. Nr. 22 vom 28. Januar 1936, Seite 217). Die Firma ist infolge Ueberganges des Geschäftes mit Aktiven und Passiven an die neue Einzelfirma «Karl Steiner», in Zürich, erloschen.

11. Januar 1945. Mechanische Schreinerei usw.

Karl Steiner, in Zürich. Inhaber dieser Firma ist Karl Gustav Steiner, von Neftenbach (Zürich), in Zürich 11. Diese Firma übernimmt Aktiven und Passiven der bisherigen Einzelfirma «Karl Steiner, Mechanische Schreinerei», in Zürich. Einzelprokura ist erteilt an Martha Etterlin, geborene Schlatter, von Muri (Aargau), in Zürich. Mechanische Schreinerei und Möbelfabrik. Hofwiesenstrasse 226.

11. Januar 1945. Waschmittel.

Ernst Bühler, bisher in Männedorf (SHAB. Nr. 278 vom 28. November 1942, Seite 2715), Handel mit Waschmitteln. Die Firma wird infolge Verlegung des Sitzes nach Crissier (SHAB. Nr. 221 vom 20. September 1944, Seite 2093) im Handelsregister von Zürich von Amtes wegen gelöscht.

11. Januar 1945.

Baugenossenschaft Quellenhof in Liquidation, in Zürich 1 (SHAB. Nr. 56 vom 7. März 1944, Seite 553). Die Firma ist nach durchgeführter Liquidation erloschen.

11. Januar 1945. Liegenschaften.

Hans Burkhard A.-G. in Liquidation, in Zürich 1 (SHAB. Nr. 299 vom 20. Dezember 1944, Seite 2798), Ausbau, Umbau und Instandstellung von Liegenschaften usw. Die Firma ist nach durchgeführter Liquidation erloschen.

11. Januar 1945. Papierwaren.

G. Dübendorfer, in Zürich. Inhaber dieser Firma ist Gottlieb Dübendorfer-Scherer, von Zürich, in Zürich 1. Handel en gros mit Papierwaren. Ankengasse 5.

11. Januar 1945. Herren- und Damenwäsche usw.

J. Gruber, in Zürich. Inhaber dieser Firma ist Johann Gruber-Hänggi, von Neukirch (Grauhünden), in Zürich 1. Anfertigung von und Handel mit Herren- und Damenwäsche, Vertrieb von Textilwaren aller Art. Niederdorfstrasse 18.

11. Januar 1945. Sägen, Werkzeuge, Haushaltsartikel.

Eugen Hedinger, in Zürich. Inhaber dieser Firma ist Eugen Hedinger, von Wilchingen (Schaffhausen), in Zürich 10, mit seiner Ehefrau Margrit, geborene Lang, in Gütertrennung lebend. Handel mit Sägen, Werkzeugen und Haushaltsartikeln. Höggerstrasse 42.

11. Januar 1945. Eisen und Metalle.

Küderli & Co., vorm. Baer & Co., in Zürich, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 1 vom 3. Januar 1944, Seite 1), Eisen und Metalle. Der unbeschränkt haftende Gesellschafter Friedrich Hetzel ist aus der Firma ausgeschieden. Der Kommanditär Emil Hofmann-Jenny ist ebenfalls aus der Firma ausgeschieden; seine Kommandite und seine Prokura sind erloschen.

12. Januar 1945. Verwaltung, Förderung und Verwertung von Erfindungen.

RELPHOT Aktiengesellschaft (RELPHOT Société Anonyme) (RELPHOT Società Anonima) (RELPHOT Limited), in Zürich. Unter dieser Firma ist auf Grund der Statuten vom 5. Januar 1945 eine Aktiengesellschaft gebildet worden. Ihr Zweck ist die Verwaltung, Förderung und Verwertung von Erfindungen jeder Art, im besonderen auf dem Gebiete der Photographie, Kinematographie, Radiographie, Television und Typographie. Zur Erreichung dieses Zweckes kann die Gesellschaft alle kommerziellen,

finanziellen und industriellen Transaktionen vornehmen und alle Rechtsgeschäfte abschliessen, welche geeignet sind, den Gesellschaftszweck direkt oder indirekt zu fördern. Das Grundkapital beträgt Fr. 50 000 und ist eingeteilt in 100 Namenaktien zu Fr. 500. Hierauf sind Fr. 20 000 einbezahlt. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Der Verwaltungsrat besteht aus 1 bis 7 Mitgliedern. Es gehören ihm an: Dr. Rudolf Hofer, von Langnau (Bern), in Zürich, Präsident, und Alexander Clavel, von Basel, in Luzern. Die Mitglieder des Verwaltungsrates führen Einzelunterschrift. Geschäftsdomizil: Löwenstrasse 59, Zürich 1, Bureau Dr. R. Hofer.

12. Januar 1945.

Fürsorgestiftung der Tiefbau A.-G. Winterthur, in Winterthur. Unter diesem Namen besteht auf Grund der öffentlichen Urkunde vom 22. Dezember 1944 eine Stiftung. Diese bezweckt die Fürsorge für die Angestellten und Arbeiter der «Tiefbau A.-G. Winterthur», in Winterthur, in Fällen von Alter, Krankheit, Invalidität sowie anderweitiger unverschuldeter Notlage. Im Falle des Todes von Angestellten und Arbeitern der «Tiefbau A.-G. Winterthur» wird die Fürsorge ihren unterhaltsberechtigten Angehörigen gewährt. Die Organe der Stiftung sind der Stiftungsrat von 3 Mitgliedern und die Kontrollstelle. Dr. Paul Hauser, von Beringen (Schaffhausen), in Winterthur, Präsident, führt Kollektivunterschrift mit Albert Kiesel, von Kappel (St. Gallen), in Winterthur, Beisitzer, und Werner Staub, von Hütten (Zürich), in Zürich, Beisitzer des Stiftungsrates. Domizil: Rychenbergstrasse 281, in Winterthur 2, bei der Tiefbau A.-G. Winterthur.

12. Januar 1945.

Personalfürsorgestiftung der Firma Ed. Züblin & Cie. A.G., in Zürich 10 (SHAB. Nr. 127 vom 3. Juni 1940, Seite 1017). Durch Beschluss des Stiftungsrates vom 9. November 1944 und mit Genehmigung des Bezirksrates Zürich als Aufsichtsbehörde vom 29. Dezember 1944 sind die Stiftungsurkunde und das Reglement geändert worden. Die Stiftung hat den Zweck, die Angestellten und Vorarbeiter der Firma «Ed. Züblin & Cie. A.G.», in Zürich, gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Krankheit und Invalidität sowie für den Todesfall deren Hinterbliebene zu versichern.

12. Januar 1945.

Landwirtschaftliche Konsumgenossenschaft Rafz, in Rafz (SHAB. Nr. 162 vom 15. Juli 1943, Seite 1626). Mit Beschluss vom 15. April 1944 sind neue, den Vorschriften des revidierten Obligationenrechts angepasste Statuten angenommen worden. Dadurch erfahren die eingetragenen Tatsachen folgende Änderungen: Zweck der Genossenschaft ist die Hebung der Wohlfahrt ihrer Mitglieder, die Förderung der bäuerlichen Berufsbildung und die Ausbreitung und Vertiefung genossenschaftlicher Gesinnung in der ländlichen Bevölkerung. Sie sucht ihren Zweck insbesondere zu erreichen durch: a) Vermittlung von preiswürdigen und guten Artikeln des land- und hauswirtschaftlichen Betriebes; b) möglichst vorteilhafte Verwertung von Erzeugnissen des landwirtschaftlichen Betriebes; c) Veranstaltung von Kursen und Vorträgen; d) grundsätzliche Unterstützung aller genossenschaftlichen Bestrebungen. Für die Verbindlichkeiten der Genossenschaft haften die Mitglieder wie bisher persönlich und solidarisch. Ueberdies besteht unbeschränkte Nachschusspflicht der Genossenschafter. Die Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt, die Mitteilungen an die Genossenschafter, soweit das Gesetz nicht zwingend etwas anderes bestimmt, durch den Weibel oder Anschlag an den ortsüblichen Anschlagbrettern. Der Vorstand besteht aus 5 Mitgliedern. Präsident oder Vizepräsident führen Kollektivunterschrift mit dem Aktuar. Der Verwalter hat, wenn er dem Vorstände angehört, Einzelunterschrift. Andernfalls bestimmt der Vorstand die Vertretungsbefugnis.

12. Januar 1945. Sägewerk, Holzhandlung und Dampferlei usw.

Hans Hagenbuch-Fäs, in Zürich (SHAB. Nr. 10 vom 14. Januar 1937, Seite 94), Sägewerk, Holzhandlung und Dampferlei. Die Firma verzeigt als weitere Geschäftsnatur: An- und Verkauf von Liegenschaften. Das Geschäftslokal befindet sich Buchhuserstrasse 30.

12. Januar 1945.

Heinrich Bachmann-Stiftung, in Hirzel. Unter diesem Namen ist durch öffentliche Urkunde vom 18. Dezember 1944 eine Stiftung errichtet worden. Ihr Zweck ist die Ertüchtigung für den landwirtschaftlichen Betrieb von in einer der drei Gemeinden Hirzel, Hütten und Schönenberg verbürgerten und dort wohnhaftem männlichem oder weiblichem bäuerlichem Nachwuchs, der vorzugsweise aus einem landwirtschaftlichen Betriebe hervorgeht und später in einem solchen Betriebe einer der drei Gemeinden der landwirtschaftlichen Betätigung obzuliegen beabsichtigt. Ausnahmsweise können unter im übrigen gleichen Voraussetzungen als Bewerber auch Nichtbürger berücksichtigt werden, deren Familie seit nicht weniger als 10 Jahren ununterbrochen in einer der drei Gemeinden wohnhaft ist. Zur Erfüllung dieses Zweckes werden, vorzugsweise an Bedürftige, Unterstützungsgelder verabreicht: 1. für den Besuch landwirtschaftlicher Kurse und landwirtschaftlicher Schulen, soweit solche Kurse und Schulen unter kommunaler, kantonaler oder eidgenössischer Leitung stehen oder von solcher Seite Unterstützung beziehen und beaufsichtigt werden; 2. für die Absolvierung einer bestimmt festgelegten Ausbildung auf landwirtschaftlichen Betrieben, sei es für eine Lehrzeit oder eine spezielle Betätigung. Die solcherart umschriebene Betätigung braucht nicht notwendigerweise in der Schweiz zu erfolgen. Organ der Stiftung ist der aus 5 Mitgliedern bestehende Stiftungsrat. Es führen Kollektivunterschrift je zu zweien der Präsident des Stiftungsrates, Heinrich Schärer-Stauber, von und in Schönenberg; der Vizepräsident Emil Spörri, von Wetzikon, in Hirzel, und der Geschäftsführer Georg Rohrer, von Buchs (St. Gallen), in Hirzel (letzterer nicht Mitglied des Stiftungsrates). Geschäftsdomizil: in der Gemeinderatskanzlei Hirzel.

12. Januar 1945. Schmuckwaren, Edelsteine.

Hans Péclard, in Zürich. Inhaber dieser Firma ist Hans Karl Péclard, von Pailly (Waadt), in Zürich 7. Handel en gros mit Schmuckwaren und Edelsteinen. Börsenstrasse 26.

12. Januar 1945.

Schweizerische Unfallversicherungs-Gesellschaft in Winterthur (Société Suisse d'Assurance contre les Accidents à Winterthur) (Società Svizzera d'Assicurazione contro gli Infortuni a Winterthur) (Accident and Casualty Insurance Company of Winterthur, Switzerland), in Winterthur 1, Aktiengesellschaft (SHAB. Nr. 114 vom 16. Mai 1944, Seite 1106). Die Prokuren von Gottfried Zwicky, Robert Baumgartner und Heinrich Blatter sind

erloschen. Dr. Otto Müller, bisher Prokurist, wurde zum Subdirektor ernannt. Der Genannte führt an Stelle der Kollektivprokura nun Einzelunterschrift. Kollektivprokura wurde erteilt an Emil Frei, von Elgg und Winterthur, in Winterthur; Ernst Nater, von Hugelschhofen (Thurgau), in Winterthur, und an Johann Kaiser, von Au bei Fischingen (Thurgau), Wallenwil (Thurgau) und Winterthur, in Winterthur.

12. Januar 1945. Eisenkonstruktionswerkstätte usw.

Geilinger & Co., in Winterthur, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 16 vom 22. Januar 1942, Seite 167), Eisenkonstruktionswerkstätte usw. Werner Geilinger führt an Stelle der Kollektivprokura nun Einzelprokura.

12. Januar 1945.

Drogerie Albitrieden L. Bächle, in Zürich (SHAB. Nr. 16 vom 22. Januar 1942, Seite 167). Die Firmainhaberin heisst infolge Verhehlung Maria Leonie Ella Zürcher, geb. Bächle, ist Bürgerin von Zürich und Teufen (Appenzel ARh.) und wohnt in Zürich 1. Der Ehemann hat gemäss Artikel 167 ZGB. Zustimmung erteilt.

12. Januar 1945. Kassenschranke usw.

Monopole Tresor A.-G., in Zürich 2 (SHAB. Nr. 267 vom 13. November 1941, Seite 2282), Fabrikation und Vertrieb von Kassenschranken usw. Die Firma verzeigt als neues Geschäftslokal Limmattalstrasse 216, in Zürich 10.

Bern — Berne — Berna

Bureau Aarberg

12. Januar 1945. Elektro-Geschäft.

M. Schneeberger, in Seedorf. Inhaber dieser Einzelfirma ist Marcel Schneeberger, von Orpund, in Seedorf. Elektro-Geschäft.

Bureau Bern

28. Dezember 1944. Bauunternehmung.

Alfred Marti, in Bern, Bauunternehmung und Spezialfirma für Strassenbau (SHAB. Nr. 260 vom 6. November 1943, Seite 2486). Die Einzelfirma wird infolge Ueberganges des Geschäftes gelöscht. Aktiven und Passiven gehen über an die neue Kommanditgesellschaft «A. Marti & Cie.», in Bern.

28. Dezember 1944. Bauunternehmung.

A. Marti & Cie., in Bern. Alfred Marti sen., Alfred Marti jun. und Walter Marti jun., alle von Bern (BG.) und Grossaffoltern, in Bern, sowie Erika Roß, geb. Marti, von Daettwil (Aargau), in Zollikon, sind unter dieser Firma eine Kommanditgesellschaft eingegangen, welche am 1. Januar 1945 ihren Anfang nimmt. Alfred Marti sen. ist unbeschränkt haftender Gesellschafter. Kommanditäre sind Alfred Marti jun., mit einer Bareinlage von Fr. 5000; Walter Marti jun., mit einer Bareinlage von Fr. 5000, und Erika Roß, geb. Marti, mit einer Bareinlage von Fr. 5000. Dieser Betrag ist Sondergut der Ehefrau. Den Kommanditären Alfred und Walter Marti jun. wird Einzelprokura erteilt. Die Firma übernimmt Aktiven und Passiven der erloschenen Einzelfirma «Alfred Marti», in Bern. Bauunternehmung, Spezialfirma für Strassen- und Tiefbau. Freiburgstrasse 133b. Ein weiteres Geschäftslokal befindet sich Könizbergstrasse 21, Gemeinde Köniz.

Bureau Burgdorf

12. Januar 1945.

Käserigenossenschaft Breitenegg, in Breitenegg, Gemeinde Wynigen (SHAB. Nr. 35 vom 11. Februar 1944). Die Genossenschaft hat an der Hüttengemeinde vom 21. Dezember 1944 Neuwahlen getroffen. Präsident Fritz Boss ist ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Als neuer Präsident wurde gewählt Hans Zürcher, von Wyssachen, in Breitenegg, Gemeinde Wynigen; dessen Unterschrift als Vizepräsident und Kassier ist erloschen. Als Vizepräsident und Kassier wurde neu gewählt Ernst Wynistorf, von Oberbürg, in Breitenegg-Grütt, Gemeinde Wynigen, bisher Beisitzer; er zeichnet kollektiv zu zweien mit dem Präsidenten oder dem Sekretär.

12. Januar 1945. Schuhe usw.

J. Lüthli & Co., in Burgdorf, Kommanditgesellschaft, Engroshandel mit Schuhwaren aller Art und Furnituren (SHAB. Nr. 161 vom 14. Juli 1943). Die Kollektivprokura von Alexander Wyss ist erloschen. Die Firma erteilt Kollektivprokura an Otto Hirschi, von Schangnau, und an Ernst Enggist, von Gysenstein, beide in Burgdorf.

Bureau de Courtelary

12 janvier 1945.

«Publicitas» Société anonyme Suisse de Publicité, succursale à Saint-Imier (FOSC. du 17 juin 1943, n° 138, page 1371), société anonyme ayant son siège à Lausanne. Jean-Robert Gerstenhauer, directeur, est nommé directeur général. Ses pouvoirs sont modifiés en conséquence. Il signe collectivement avec l'une ou l'autre des personnes autorisées à cet effet, autant pour le siège principal que pour les succursales.

12 janvier 1945. Horlogerie.

Eugène Vuilleumier, Société anonyme, à Tramelan-Dessus (FOSC. du 26 juin 1937, n° 146, page 1499). Par suite de transfert du siège de la maison à Peseux (Neuchâtel) (FOSC. du 10 novembre 1944, n° 265, page 2500), cette raison est radiée d'office du registre du commerce du district de Courtelary.

Bureau Frutigen

12. Januar 1945.

Kohienbergwerk Kandergrund, Grube Iten G.m.b.H., in Kandergrund (SHAB. Nr. 295 vom 15. Dezember 1944, Seite 2755). Hermann Schwab ist nicht mehr Gesellschafter. Seine Stammeinlage von Fr. 1000 ist übergegangen an die neue Gesellschafterin Irène von Arx, von und in Olten.

Bureau Saanen

12. Januar 1945. Papeterie, Wollwaren usw.

Gottfried Haldi-von Siebenthal, in Saanen, Papeterie, Wollwaren, Geschirr und Spezereien (SHAB. Nr. 239 vom 11. Oktober 1924, Seite 1684). Die Firma wird infolge Geschäftsüberganges gelöscht.

12. Januar 1945. Merceriewaren, Bonneterie, Papeterie usw.

Ernst Christeller-Haldi, in Saanen. Inhaber der Firma ist Ernst Christeller-Haldi, von und in Saanen. Merceriewaren, Bonneterie, Papeterie, Wollwaren, Geschirr und Spezereien.

Luzern — Lucerne — Lucerna

11. Januar 1945. Gasthof, Pferdehandel.

Josef Marfurt, in Reiden, Betrieb des Gasthauses Bahnhof und Pferdehandel (SHAB. Nr. 224 vom 25. September 1937, Seite 2180). Die Firma ist infolge Umwandlung in eine Kommanditgesellschaft erloschen. Aktiven und Passiven sind übergegangen an die neue Firma « Josef Marfurt & Cie. », in Reiden.

11. Januar 1945. Pferdehandel, Gasthof.

Josef Marfurt & Cie., in Reiden. Unter dieser Firma sind Josef Marfurt jun. und dessen Mutter, Berta Marfurt, geb. Baumann, beide von und in Reiden, eine Kommanditgesellschaft eingegangen, welche mit dem 1. Januar 1944 begonnen und auf dieses Datum Aktiven und Passiven der erloschenen Firma « Josef Marfurt », in Reiden, übernommen hat. Josef Marfurt ist unbeschränkt haftender Gesellschafter, Berta Marfurt-Baumann ist Kommanditistin mit dem Barbetrage von Fr. 15 000. Pferdehandel und Betrieb des Gasthauses Bahnhof.

11. Januar 1945. Drogerie, Photohandlung.

Alfred Jost, in Willisau-Stadt, Drogerie und Photohandlung (SHAB. Nr. 232 vom 4. Oktober 1935, Seite 2458). Die Firma ist infolge Geschäftsübergabe erloschen. Aktiven und Passiven sind übergegangen an die neue Firma « Alfred Jost », in Willisau.

11. Januar 1945. Drogerie, Photohandlung.

Alfred Jost, in Willisau-Stadt. Inhaber der Firma ist Alfred Jost junior, von und in Willisau-Stadt, welcher Aktiven und Passiven der erloschenen Firma « Alfred Jost », in Willisau-Stadt, auf den 1. Januar 1945 übernommen hat. Drogerie und Photohandlung.

12. Januar 1945. Bauspenglerei usw.

Richard Furrer, in Luzern, Bauspenglerei und Flachbedachungen (SHAB. Nr. 271 vom 18. November 1936, Seite 2707). Die Firma ist infolge Todes des Inhabers erloschen. Aktiven und Passiven sind übergegangen an die neue Firma « Albert Furrer », in Luzern.

12. Januar 1945. Bauspenglerei usw.

Albert Furrer, in Luzern. Inhaber der Firma ist Albert Furrer, von und in Luzern, welcher Aktiven und Passiven der erloschenen Firma « Richard Furrer » auf den 1. Januar 1945 übernommen hat. Bauspenglerei, Flachbedachungen, Blitzschutzanlagen, Leichtmetall-Arbeiten. Taubenhausstrasse 31.

12. Januar 1945.

Zai & Co., Autogas-Generatoren, in Luzern, Vertrieb und Einbau des Holzkohlengenerators « Autogas » für Last- und Personenautomobile sowie andere technische Neuheiten; Autoreparaturwerkstätte usw. Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 227 vom 30. September 1942, Seite 2210). Die Firma hat den Sitz in die Gemeinde Ebikon verlegt und die Firma abgeändert in Zai & Co. Ebikonstrasse.

12. Januar 1945. Sachwalterbureau, Versicherungen usw.

Zünd & Cie., in Luzern (SHAB. Nr. 72 vom 26. März 1941, Seite 596). Die Firma verzeigt als Geschäftsnatur: Sachwalterbureau und Versicherungen; Bureauaschinenhandel und -reparaturen. Die Prokura von Rudolf V. Zühlmann ist erloschen. Dagegen wurde Kollektivprokura erteilt an Josef R. Huber, von Luzern, und Walter Scharpf, von Ennetbaden, beide in Luzern.

Glarus — Glaris — Glarona

11. Januar 1945. Holz.

Ernst Hug & Co., Mühlehorn, in Mühlehorn. Unter dieser Firma besteht eine Kommanditgesellschaft, welche mit der Eintragung in das Handelsregister ihren Anfang nimmt. Unbeschränkt haftender Gesellschafter ist Ernst Hug, von und in Zürich; Kommanditär ist René von Graffenried, von und in Bern, mit einer Kommandite von Fr. 50 000, welche durch Barzahlung voll liberiert ist. Der unbeschränkt haftende Gesellschafter Ernst Hug führt Einzelunterschrift, der Kommanditär René von Graffenried Einzelprokura. Holzverarbeitung aller Art, Holzhandel, Holzexport und Import. Das Geschäftslokal befindet sich im Fabrikgebäude der Holzbaufabrik Mühlehorn A.G. Zürich, in Mühlehorn.

Freiburg — Fribourg — Friburgo

Bureau de Fribourg

10 janvier 1945.

« Publicitas », Société Anonyme Suisse de Publicité, succursale à Fribourg (FOSC. du 12 juillet 1944, n° 161, page 1584), avec siège principal à Lausanne. Jean-Robert Gerstenhauer, jusqu'ici directeur, est nommé directeur général. Ses pouvoirs sont modifiés en conséquence. Il signe collectivement avec l'une ou l'autre des personnes autorisées à signer à cet effet, tant pour le siège principal que pour les succursales.

12 janvier 1945. Tissus, bonneterie, vêtements de travail.

Léon Chavaillaz, à Ecuwillens. Le chef de la maison est Léon Chavaillaz, fils de Joseph, de et à Ecuwillens. Tissus, bonneterie, vêtements de travail.

Solothurn — Soleure — Soletta

Bureau Balsthal

8. Januar 1945. Elektrische Apparate.

Brunold & Co., in Welschenrohr. Unter dieser Firma sind Walter Brunold, von Wiesen (Graubünden), in Welschenrohr, als unbeschränkt haftender Gesellschafter, und Hans Albert von Arx, von und in Olten, als Kommanditär mit einer Kommanditsumme von Fr. 10 000, eine Kommanditgesellschaft eingegangen, welche am 1. Dezember 1944 ihren Anfang genommen hat. Die Gesellschaft erteilt Einzelprokura an den Kommanditär Hans Albert von Arx, von und in Olten. Fabrikation von und Handel mit elektrischen Apparaten aller Art. Domizil: Hauptstrasse 115.

Bureau Grenchen-Bettlach

21. Dezember 1944.

Hans Saurer, Kugellager Aktiengesellschaft (Hans Saurer, roulements à billes Société Anonyme), in Grenchen (SHAB. Nr. 44 vom 22. Februar 1944, Seite 439). In den Generalversammlungen vom 20. November und 14. Dezember 1944 wurde das Aktienkapital von Fr. 80 000 auf Fr. 100 000 erhöht durch Ausgabe von 40 Inhaberaktien zu Fr. 500. Die Statuten wurden entsprechend revidiert. Das voll einbezahlte Aktienkapital beträgt nun Fr. 100 000, eingeteilt in 200 Inhaberaktien zu Fr. 500.

12. Januar 1945.

Gehr. Kurth Aktiengesellschaft Uhrenfabrik Grana (Kurth frères Société Anonyme, Fabrique d'Horlogerie Grana) (Kurth Brothers Limited, Grana Watch factory), in Grenchen, Fabrikation von Uhren und Uhrenbestandteilen sowie Handel damit (SHAB. Nr. 292 vom 14. Dezember 1937, Seite 2746). Die Gesellschaft hat in ihrer ausserordentlichen Generalversammlung vom 9. Januar 1945 das Aktienkapital von Fr. 200 000 auf Fr. 400 000 erhöht durch Ausgabe von 200 neuen Namenaktien von je Fr. 1000, wovon 70 Aktien zu Fr. 1000 durch Verrechnung mit Darlehen der Aktienzeichner an die Gesellschaft und 130 Aktien zu Fr. 1000 durch Bareinzahlung liberiert wurden. Gleichzeitig hat die Gesellschaft die 200 Namenaktien Serie A von je Fr. 500 durch Zusammenlegung von je 2 Aktien in 100 Namenaktien von je Fr. 1000 umgewandelt. Endlich hat die Gesellschaft die 100 Inhaberaktien Serie B zu je Fr. 1000 in 100 Namenaktien zu je Fr. 1000 umgewandelt. Das Aktienkapital beträgt nun Fr. 400 000, eingeteilt in je Fr. 1000, und ist voll einbezahlt. Die Statuten wurden entsprechend abgeändert.

Bureau Ollen-Gösigen

12. Januar 1945.

Wohlfahrtsfonds der Aktiengesellschaft Jäggi, in Olten. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 26. Dezember 1944 eine Stiftung im Sinne von Artikel 80 ff. ZGB. Zweck der Stiftung ist die Fürsorge für die Arbeiter und Angestellten der Stifterfirma « Aktiengesellschaft Jäggi Baugeschäft Olten » sowie deren Hinterbliebenen in dem vom Stiftungsrat zu bestimmenden Umfange durch Gewährung von Unterstützungsleistungen im Alter, bei Invalidität, Tod, Arbeitslosigkeit und finanzieller Notlage. Die Verwaltung der Stiftung erfolgt durch einen Stiftungsrat von einem bis drei Mitgliedern, welche vom Verwaltungsrat der Stifterin ernannt werden. Zur Zeit gehören dem Stiftungsrat an: Jakob Jäggi, als Präsident, und Hans Jäggi, beide von Herswil und Olten, in Olten. Diese zeichnen je einzeln. Adresse: Krummackerweg 42, bei der Stifterfirma.

12. Januar 1945. Pharmazeutische Produkte usw.

Botica Aktiengesellschaft, in Olten, pharmazeutische Produkte, Drogen usw. (SHAB. Nr. 283 vom 1. Dezember 1944, Seite 2654). Das Geschäftsdomizil befindet sich nun Kirchgasse 17.

12. Januar 1945.

« Publicitas », Schweizerische Annoncen-Expedition Aktiengesellschaft, Zweigniederlassung in Olten (SHAB. Nr. 137 vom 16. Juni 1943, Seite 1359). Der Direktor Jean-Robert Gerstenhauer wurde zum Generaldirektor ernannt. Er führt wie bisher Kollektivunterschrift zu zweien für den Hauptsitz und für die Filialen.

13. Januar 1945.

Tricotfabrik Nabholz A.G., in Schönenwerd (SHAB. Nr. 102 vom 2. Mai 1944, Seite 999). Die Unterschrift von Arthur Dietschi-Hänggi, Direktor, ist erloschen. Zum Prokuristen wurde ernannt Armin Hübner, von Brugg, in Schönenwerd. Er zeichnet kollektiv zu zweien mit einem der übrigen Zeichnungsberechtigten.

Bureau Stadt Solothurn

12. Januar 1945.

Stiftung für Personalfürsorge der Firma Fr. Ghelmetti & Cie. Aktiengesellschaft, in Solothurn (SHAB. Nr. 203 vom 30. August 1941, Seite 1703). Der Stiftungsrat hat in seiner Sitzung vom 28. Juli 1944 mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde den Zweck der Stiftung dahingehend ergänzt, dass die Stiftung mit einer Versicherungsgesellschaft eine Kollektivversicherung zugunsten des Personals der Firma abschliessen kann, um auf diese Weise den Stiftungszweck zu erreichen. Der Stiftungsrat wird in der Weise gewählt, dass die Angestellten und die Arbeiter je ein Mitglied des Stiftungsrates in freier Wahl bestimmen, sofern das Personal der Firma zu Beitragsleistungen an die Stiftung oder eine von der Stiftung zugunsten des Personals abgeschlossene Kollektivversicherung verpflichtet wird. Die übrigen drei Mitglieder wählt der Verwaltungsrat der Stifterfirma. Besteht die Beitragspflicht des Personals nicht, so wählt der Verwaltungsrat der Stifterin alle Stiftungsräte. Die übrigen publizierten Tatsachen bleiben unverändert.

Basel-Stadt — Bâle-Ville — Basilea-Città

8. Januar 1945. Lederwaren usw.

Danner & Co., in Basel. Unter dieser Firma haben Otto Danner-Cattaneo, in Basel, und Walter Danner, in Montreux, Gemeinde Châtelard, beide von Schaffhausen, eine Kommanditgesellschaft eingegangen, die am 1. Januar 1945 begonnen hat. Unbeschränkt haftender Gesellschafter ist Otto Danner-Cattaneo, Kommanditär mit einer Kommandite von Fr. 34 000 ist Walter Danner, er erhält Einzelprokura. Die Kommandite ist voll liberiert durch Einlage von Waren, Werkstatt und Ladeneinrichtung nebst Bureau-möbeln und Utensilien gemäss Inventar vom 1. Januar 1945. Handel mit und Herstellung von Lederwaren, Koffern und Reiseartikeln. Gerbergasse 42.

Basel-Land — Bâle-Campagne — Basilea-Campagna

14. Dezember 1944. Obst, Gemüse.

M. Schaub & Co., in Neuwelt, Gemeinde Münchenstein. Martha Schaub-Göbel, von Basel, in Neuwelt, Gemeinde Münchenstein, handelnd mit Zustimmung ihres Ehemannes Karl Schaub, und « Compressoren-Handels-Aktiengesellschaft, Basel », in Basel, haben unter dieser Firma eine Kommanditgesellschaft gegründet, welche am 1. November 1944 begonnen hat. Martha Schaub-Göbel ist unbeschränkt haftende Gesellschafterin. Die « Compressoren-Handels-Aktiengesellschaft, Basel » ist Kommanditistin mit einer Einlage von Fr. 5000. Die Gesellschafterin Martha Schaub-Göbel zeichnet einzeln. Einzelprokura wird erteilt an Karl Hammel-Louvet, von und in Basel. Einkauf und Lagerhaltung von Obst und Gemüse für eigene wie für fremde Rechnung sowie der Verkauf dieser Landesprodukte. Bottmingerstrasse 21.

Schaffhausen — Schaffhouse — Sclaffusa

11. Januar 1945.

Eigenheim-Baugenossenschaft Neuhausen am Rheinfluss, in Neuhausen am Rheinfluss (SHAB. Nr. 63 vom 15. März 1941, Seite 523). Die Genossenschaft hat in der Generalversammlung vom 22. Dezember 1944 ihre

Auflösung beschlossen. Nachdem die Liquidation beendet ist, wird die Firma gelöst.

11. Januar 1945. Gärtnerei, Samenhandlung.
Jakob Rüttschi, in Hallau, Handelsgärtnerei (SHAB. Nr. 252 vom 27. Oktober 1933, Seite 2507). Neue Geschäftsnatur: Gärtnerei und Samenhandlung.

Appenzell ARh. — Appenzell-Rh. ext. — Appenzello est.

10. Januar 1945. Automatenstickerei, Ferggerei.
Bötschi & Cie., in Herisau, Automatenstickerei und Ferggerei, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 53 vom 3. März 1944, Seite 523). Seit 1. Januar 1945 ist der bisherige Kommanditär **Ernst Bötschi**, von und in Herisau, unbeschränkt haftender Gesellschafter; die an ihn erteilte Prokura ist damit erloschen. Kommanditär ist nun **Walter Bötschi**, von und in Herisau, bisher unbeschränkt haftender Gesellschafter, mit dem Betrage von Fr. 2000.

St. Gallen — St-Gall — San Gallo

Berichtigung.

G. Kalberer & Co., vorm. **Dr. Otto E. Kalberer** (SHAB. Nr. 5 vom 8. Januar 1945, Seite 46). Der Sitz der Firma befindet sich in Heerbrugg, Gemeinde Balgach.

6. Dezember 1944. Autos, Velos usw.
W. Klaus, in Sargans. Inhaber dieser Firma ist **Werner Klaus**, von Uerkheim (Aargau), in Sargans. Reparaturwerkstätte für Autos, Motos und Velos; Velo- und Autohandel und Taxameterbetrieb. Staatsstrasse 694, Feld.

10. Januar 1945.
Landwirtschaftlicher Verein Ragaz, in Bad Ragaz (SHAB. Nr. 16 vom 20. Januar 1939, Seite 143). Diese Genossenschaft hat in der Generalversammlung vom 13. Mai 1944 in Anpassung an das neue Recht ihre Statuten revidiert. Die Firma wurde abgeändert in **Landw. Genossenschaft, Bad Ragaz**. Die Genossenschaft bezweckt die Verbesserung der wirtschaftlichen Lage und der beruflichen Tüchtigkeit ihrer Mitglieder und deren Angehörigen durch gemeinsame Selbsthilfe. Diesen Zweck sucht sie zu erreichen durch: a) Vermittlung von zweckmässigen Bedarfsartikeln und Hilfsstoffen für den bäuerlichen Betrieb; b) planmässige Qualitätsverbesserung und günstige Verwertung der landwirtschaftlichen Produkte; c) Hebung der beruflichen Kenntnisse und Pflege der genossenschaftlichen Zusammenarbeit. Für die Verbindlichkeiten der Genossenschaft haftet in erster Linie deren Vermögen. Reicht dieses zur Deckung der Passiven nicht aus, so haften die Mitglieder den Gläubigern der Genossenschaft gegenüber solidarisch bis zu einem Betrag von Fr. 100 je Mitglied. Die Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt, die Mitteilungen an die Mitglieder brieflich, durch Anschlag oder durch Bekanntgabe in den obligatorischen Publikationsorganen der Gemeinde **Bad Ragaz « Oberländer »** und **« Sarganserländer »**. Der bisherige Präsident **Philipp Kühne** ist aus dem Vorstand ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neu wurde in den Vorstand gewählt **Emil Widrig**, von und in Bad Ragaz, als Vizepräsident und Aktuar. Zum Präsidenten wurde ernannt der bisherige Aktuar **Josef Zai**, von und in Bad Ragaz. Zum Geschäftsführer wurde gewählt **Paul Ilg**, von Salenstein (Thurgau), in Bad Ragaz. Die Unterschrift führt der Präsident oder der Vizepräsident kollektiv zu zweien mit dem Aktuar oder dem Geschäftsführer.

10. Januar 1945.
Milch-Genossenschaft Tablat, in St. Gallen (SHAB. Nr. 285 vom 5. Dezember 1934, Seite 3351). Aus dem Vorstand ist der bisherige Vizepräsident **Konrad Gingg** ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. In der Hauptversammlung der Mitglieder vom 8. Oktober 1943 wurden die Statuten teilweise abgeändert, wodurch aber die bisherigen publizierten Tatsachen keine Aenderungen erfahren.

10. Januar 1945.
Viehzeuggenossenschaft Vilters, in Vilters (SHAB. Nr. 277 vom 25. November 1940, Seite 2173). **Robert Scherer**, Präsident; **Josef Vogler**, Kassier, und **Emil Bigger**, Aktuar, sind aus dem Vorstand ausgeschieden; ihre Unterschriften sind erloschen. Neu wurden in den Vorstand gewählt: **Kilian Reich**, von Sennwald, Präsident; **Alois Rüttner**, von Vilters, Kassier, und **Johann Bigger-Thuli**, von Vilters, Aktuar; alle drei in Vilters. Der Präsident zeichnet kollektiv mit dem Aktuar oder dem Kassier.

10. Januar 1945.
Hch. Wepfer, Tiefbauunternehmer Wil St.G., in Wil, Drainage, Kanalisationen, Strassenbau, Baugeschäft und Baumaterialienhandlung (SHAB. Nr. 298 vom 21. Dezember 1943, Seite 2831). Die Natur des Geschäftes wird abgeändert in Drainage und Strassenbauten.

10. Januar 1945.
« Publicitas » Schweizerische Annoncen-Expedition Aktiengesellschaft, Zweigniederlassung in St. Gallen (SHAB. Nr. 139 vom 18. Juni 1943, Seite 1379), mit Hauptsitz in Lausanne. Der Direktor **Jean-Robert Gerstenhauer** wurde zum Generaldirektor ernannt. Er führt wie bisher Kollektivunterschrift zu zweien sowohl für den Hauptsitz als auch für die Filialen.

10. Januar 1945. Gewebe, Stickereien usw.
Zähler & Schiess & Co. Aktiengesellschaft, in St. Gallen (SHAB. Nr. 256 vom 1. November 1938, Seite 2339). Der Vizepräsident **Arwed Boitel** wohnt in Evanston, Illinois (USA).

10. Januar 1945.
P. & M. Brander, Beleuchtungshaus, in St. Gallen C, Fabrikation von und Handel mit Belichtungskörpern (SHAB. Nr. 200 vom 28. August 1939, Seite 1786). Diese Kollektivgesellschaft ist infolge Auflösung und durchgeführter Liquidation erloschen.

10. Januar 1945.
Joh. Heinrich Widmer, Bäckerei & Handlung, in Unterterzen (SHAB. Nr. 242 vom 16. Oktober 1923, Seite 1954). Diese Firma ist infolge Todes des Inhabers erloschen.

10. Januar 1945. Bäckerei, Spezereien.
Wwe. M. Widmer, in Unterterzen. Inhaberin dieser Firma ist Witwe **Monika Widmer-Pfiffner**, von Mosnang, in Unterterzen. Bäckerei und Spezereihandlung. Hauptstrasse.

Aargau — Argovie — Argovia

11. Januar 1945. Textilwaren.
Max Rügger, in Rothrist. Inhaber dieser Firma ist **Max Rügger**, von und in Rothrist. Kommissionsgeschäft in Textilwaren. Dietiwart.

11. Januar 1945. Tabakextrakt usw.
Aktiengesellschaft « Herkules », vormals **C. Weber-Landolt (Société Anonyme « Hercule » ci-devant C. Weber-Landolt)**, in Menziken (SHAB. Nr. 106 vom 6. Mai 1944, Seite 1038). In der Generalversammlung vom 20. Oktober 1944 wurden neue, dem revidierten Obligationenrecht angepasste Statuten beschlossen. Gegenüber den früher veröffentlichten Bestimmungen sind folgende Aenderungen hervorzuheben: Die Firma lautet jetzt **Aktiengesellschaft « Herkules » (Société Anonyme « Hercule ») (« Hercules » Ltd.)**. Zweck der Gesellschaft ist die Fabrikation von Tabakextrakt, Nikotin und Nikotinpräparaten sowie weiteren chemischen und pharmazeutischen Produkten, ferner die Beteiligung an ähnlichen Unternehmungen in jeder Form. Die bisherigen Inhaberaktien sind in Namenaktien umgewandelt worden. Das Aktienkapital von Fr. 250 000 ist demnach nun eingeteilt in 500 voll einbezahlte Namenaktien zu Fr. 500. Mitteilungen an die Aktionäre erfolgen durch eingeschriebenen Brief. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. **Dr. Alfred Keller-Weber**, Präsident, und **Walter Schwarz-Weber** sind aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden und ihre Unterschriften erloschen. Dem Verwaltungsrat gehören nun an: **Max Villiger**, von Sins, in Pfeffikon (Luzern), als Präsident; **Hans Weber-Weber**, von und in Menziken, als Vizepräsident; **Adolf Baur-Weber**, von und in Beinwil am See (bisher), und **Rudolf Erich Hediger**, von und in Reinach (Aargau). Sie zeichnen kollektiv zu zweien. Kollektivprokura ist erteilt worden an **Fritz Ulrich Weber**, von und in Menziken.

11. Januar 1945.
Fürsorgefonds der A.G. Herkules, in Menziken, Stiftung (SHAB. Nr. 23 vom 28. Januar 1944, Seite 228). **Carl Weber-Weber**, Präsident, und **Adolf Baur-Weber**, Beisitzer, sind aus dem Stiftungsrat ausgeschieden und ihre Unterschriften erloschen. Neu wurden in den Stiftungsrat gewählt **Hans Weber-Weber**, von und in Menziken, als Präsident, und **Fritz Ulrich Weber-Lehmann**, von und in Menziken, als Beisitzer. Die Mitglieder des Stiftungsrates zeichnen je zu zweien.

11. Januar 1945.
Schweizerische Bankgesellschaft, Zweigniederlassung in Aarau (SHAB. Nr. 112 vom 15. Mai 1943, Seite 1091), Aktiengesellschaft, mit Hauptsitz in Winterthur und St. Gallen. Der bisherige Prokurist **Dr. Bruno Hügi**, von Niederbipp, in Aarau, ist zum Vizedirektor der Zweigniederlassung Aarau ernannt worden. Er zeichnet kollektiv mit je einem der übrigen Unterschriftsberechtigten des Geschäftssitzes Aarau.

11. Januar 1945. Autos, Traktoren.
Josef Senn, in Klingnau. Inhaber dieser Firma ist **Josef Senn**, von Obersiggenthal, in Klingnau. Handel mit Autos und Traktoren. Hauptstrasse 135.

11. Januar 1945. Möbel usw.
Lüthi & Adler, Aarau, in Aarau. Unter dieser Firma sind **Karl Lüthi**, von Bleienbach, in Aarau, und **Ernst Adler**, von Zürich, in Aldorf (Uri), eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 1. Januar 1945 ihren Anfang nahm. Möbelhandel en gros und Vertretungen in dieser Branche. **Laurenzenvorstadt 27**.

Tessin — Tessin — Ticino

Distretto di Mendrisio

10 gennaio 1945.
Magazzino di Derrate Alimentari Balerna, in Balerna, società cooperativa (FUSC. del 7 gennaio 1944, no 5, pagina 54). Le firme di **Roberto Brazzola**, presidente; **Luigi Bertoli**, segretario, e **Ermanno Arrigoni**, cassiere, sono estinte. In loro sostituzione vennero nominati: **Elvezio Tarchini**, presidente, **Romeo Bernasconi**, segretario; **Ezio Riva**, fu **Plinio**, cassiere; tutti da ed in Balerna. La società è vincolata di fronte ai terzi dalla firma collettiva del presidente con quella del segretario o del cassiere, come precedentemente.

Wallis — Valais — Vallesse

Bureau de Sion

11 janvier 1945.
« Publicitas », Société Anonyme Suisse de Publicité, succursale à Sion (FOSC. du 27 janvier 1941, n° 22, page 178), société anonyme ayant son siège principal à Lausanne. **Jean-Robert Gerstenhauer**, directeur, est nommé directeur général. Ses pouvoirs sont modifiés en conséquence. Il signe collectivement avec l'une ou l'autre des personnes autorisées à cet effet autant pour le siège principal que pour les succursales.

11 janvier 1945. Confections, textiles, soldes.
Zilio & Cie, à Sion, commerce et fabrication de confections et de textiles (FOSC. du 14 avril 1944, n° 87, page 855). La société en nom collectif fait inscrire, en plus des faits publiés, qu'elle s'occupera également de soldes en tous genres.

Neuenburg — Neuchâtel — Neuchâtel

Bureau de La Chaux-de-Fonds

6 janvier 1945.
S.A. Immeuble Beauregard, à La Chaux-de-Fonds (FOSC. du 13 février 1933, n° 36). L'administrateur **Georges Wuthier**, ayant donné sa démission, sa signature est radiée. Il a été remplacé par **Jules Chapuy**, de La Côte-aux-Fées, à La Chaux-de-Fonds, seul administrateur qui engagera la société par sa signature individuelle apposée en cette qualité.

6 janvier 1945.
Fondation des Œuvres Sociales de Häfeli & Cie, à La Chaux-de-Fonds. Sous ce nom, il a été constitué, selon acte authentique dressé le 22 décembre 1944, une fondation régie par les articles 80 et suivants du Code civil. Elle a pour but la création d'une caisse de retraite au profit du personnel de la maison « Häfeli et Cie »; elle pourra s'intéresser aussi à d'autres œuvres sociales en faveur du personnel de la maison. La gestion de la fondation est confiée à un comité de 7 membres dont 3 nommés par la maison fondatrice et 4 élus par le personnel de « Häfeli et Cie ». La fondation est engagée par la signature collective à deux du président et d'un autre membre

du bureau de la fondation. Celui-ci est composé de: Georges Häfeli, président, de Seengen (Argovie) et La Chaux-de-Fonds; Georges Monnard, secrétaire, des Ponts-de-Martel; Albert Ulrich, caissier, de La Chaux-de-Fonds, tous trois domiciliés à La Chaux-de-Fonds. Adresse de la Fondation: Rue Léopold Robert 14, dans les bureaux de « Häfeli et Cie ».

6 janvier 1945.

Société Immobilière Café du Régional S.A., à La Sagne (FOSC. du 14 mai 1927, n° 112). L'assemblée générale du 5 décembre 1944 a décidé la dissolution de la société. La liquidation étant terminée, la raison est radiée.

Gené — Genève — Ginevra

Rectification.

Sogex S.A. Société d'Exportations, à Genève (FOSC. du 4 septembre 1944, page 1967). L'orthographe du nom de l'administrateur Alfred Mulwidson est rectifiée en « Mulwidson ».

Rectification.

Sæx S.A., à Genève, importation et exportation de matières premières, etc. (FOSC. du 8 janvier 1945, page 48). L'adresse est rectifiée comme suit: Rue de la Tour de l'Île 1, chez M^e Pierre Carteret, notaire.

9 janvier 1945.

Société Immobilière Léopard B, précédemment à Carouge, société anonyme (FOSC. du 10 octobre 1944, page 2256). Suivant procès-verbaux authentiques des assemblées générales des 11 octobre 1944 et 8 janvier 1945, la société a décidé: 1. de transférer son siège social à Genève; 2. d'annuler son capital social de 8000 fr. par suite de pertes et de créer un nouveau capital de 9000 fr., divisé en 18 actions de 500 fr. chacune, au porteur; 3. d'adopter de nouveaux statuts. Les faits antérieurement publiés sont modifiés sur les points suivants: La société a pour objet la construction, la modernisation, l'achat, la vente et la gérance de tous immeubles en Suisse. Elle pourra en outre s'intéresser à toutes affaires immobilières, commerciales, financières et industrielles se rapportant directement ou indirectement à son objet principal. Le capital social est de 9000 fr., divisé en 18 actions de 500 fr. chacune, au porteur, entièrement libérées. Les publications de la société sont valablement faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. La société est administrée par un conseil d'administration composé d'un ou de plusieurs membres. Le conseil d'administration est actuellement composé de Roger-Walter Halter (inscrit), nommé président, et François-Max Barde, de et à Genève, secrétaire; ils signent collectivement. Adresse de la société: Rue Alcide-Jentzer 10/12, bureaux de Roger Halter, entrepreneur.

10 janvier 1945. Coiffeur et produits de beauté.

Marcel Anselme, à Genève, coiffeur et représentation de produits de beauté, en faillite (FOSC. du 27 janvier 1944, page 211). La procédure de faillite étant clôturée, cette raison est radiée d'office.

10 janvier 1945.

« **Publicitas** » **Société Anonyme Suisse de Publicité, succursale de Genève**, à Genève (FOSC. du 16 août 1943, page 1849), société anonyme avec siège principal à Lausanne. Jean-Robert Gerstenhauer (inscrit jusqu'ici comme directeur) a été nommé directeur général; il continue à signer collectivement avec une autre personne autorisée.

10 janvier 1945.

SADED, Epuration et Désinfection Réunies S.A., à Genève (FOSC. du 31 juillet 1943, page 1757). Georges Perret, membre et secrétaire du conseil d'administration, démissionnaire, est radié. Jean-Louis Buffat (inscrit jusqu'ici comme président du conseil d'administration) reste unique administrateur; il continue à engager la société par sa seule signature.

10 janvier 1945. Droguerie.

Schüli et Cie, à Genève, fabrication de produits de droguerie spécialisés, produits alimentaires spécialisés pour le bétail, les porcs et la volaille et commerce de droguerie, de produits chimiques, de désinfection et industriels, société en commandite (FOSC. du 9 janvier 1945, page 59). L'associé commanditaire Hector Goumaz s'est retiré de la société; sa commandite de 1000 fr. est éteinte.

11 janvier 1945. Bijouterie-joaillerie.

H. Oesterlé, à Genève, fabrication de bijouterie-joaillerie (FOSC. du 25 août 1943, page 1912). Les locaux sont transférés: Rue du Purgatoire 3.

11 janvier 1945. Fournitures générales pour l'industrie.

A. Berthet et Cie, à Genève, fournitures générales pour l'industrie, société en nom collectif (FOSC. du 7 mars 1941, page 470). La société est dissoute par suite de décès de l'associé Edouard Oesterlé, survenu le 22 août 1944. La liquidation étant terminée, cette raison sociale est radiée. L'actif et le passif sont repris par l'associé « André Berthet », à Genève, ci-après inscrit.

11 janvier 1945. Fournitures générales pour l'industrie.

André Berthet, à Genève. Le chef de la maison est Raoul-André Berthet, de Thônex, à Chêne-Bourg, séparé de biens de Cécile, dite Lily, veuve Pointet, née Monnier. La maison a repris dès le 22 août 1944 l'actif et le passif de la société en nom collectif « A. Berthet et Cie », à Genève, radiée. Fournitures générales pour l'industrie. Rue Pierre-Fatio 8.

11 janvier 1945. Journaux illustrés.

Meyer & Cie, Éditeurs, à Genève, édition de journaux illustrés, etc., société en nom collectif (FOSC. du 14 juillet 1944, page 1598). L'associé Karl-Gottlieb Meyer et son épouse Giuseppina, née Fumagalli, ont adopté, par contrat, le régime de la séparation de biens.

11 janvier 1945.

Grand Garage Place Ed. Claparède S.A. en liquidation, à Genève (FOSC. du 17 mai 1944, page 1120). La liquidation étant terminée, cette raison sociale est radiée.

11 janvier 1945. Vins, vermouths, spiritueux, etc.

Produits Manzioli S.A., à Genève, vins, vermouths, spiritueux, etc. (FOSC. du 15 septembre 1944, page 2056). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale du 9 janvier 1945, les statuts ont été modifiés sur un point non soumis à la publication.

11 janvier 1945. Société immobilière.

« **Le Foyer Agricole** », à Genève, société anonyme immobilière (FOSC. du 24 avril 1926, page 751). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale du 5 avril 1944, la société a prononcé sa dissolution. Sa liquidation étant terminée, cette raison sociale est radiée. Son actif et son passif sont repris par l'Institut Saint-François de Sales, association ayant son siège au Schœnberg (Fribourg).

Eidgenössisches Amt für geistiges Eigentum

Bureau fédéral de la propriété intellectuelle — Ufficio federale della proprietà intellettuale

Marken — Marques — Marche

Eintragungen — Enregistrements — Iscrizioni

Nr. 109134.

Hinterlegungsdatum: 26. Mai 1944, 21 Uhr.

Tekniska Aktiebolaget Flora, Gävle (Schweden).

Fabrik- und Handelsmarke.

Toilettenseife, Rasierseife und andere Seife, Seifenflocken und Seifenersatzmittel, Wasch- und Scheuerpulver, Rasiercreme, Rasierpulver, Rasierwasser und Rasierbalsam, Rasierklingen und Rasiermesser, Rasierapparate, Abziehhapparate, Blutstillmittel, Haarwasser und Haaröl, Haarpomade und Brillantine, Haarfixativ, Schampuniermittel, Haarfärbemittel und andere Friseurgeräte, Bürsten, Hautcreme, Hautöl, Hautsalbe, Puder und Talk, Schminke, Lippenstifte, Eau de Cologne, Toilettenwasser, Parfüm, Badesalz und Meertang, Kiefernadelöl, Fußsalz, Hühneraugenmittel, Augenwasser, Wimpernfarbe, Wimperncreme, Nagellack, Nagelbandwasser, Zahnpasta, Mundwasser, Haarentfernungsmittel, Mittel gegen Schweiß, Verbandartikel, Watte und Baumwolle, Sanitätsbinden, antiseptische Präparate, Vitamin- und andere Nährpräparate, Schmierseife und Schmierseifenlauge, Laugenpulver, Aufwaspulver, Handpaste, Putzpulver und Putzcreme, Putzmittel für Leder und Schuhe, Fleckwasser, Insektenmittel, Blumendünger, Lichte, Bohnerwachs und Fussbodenreinigungsmittel, Tinte, Kleister sowie Textilfarben.

FLORODOL

Nr. 109135.

Hinterlegungsdatum: 2. Juni 1944, 22 Uhr.

Gustaf Ruben Nordfelt, Kungsholmsstrand 159, Stockholm (Schweden). Handelsmarke.

Toilettenseife, Rasierseife, Seifenflocken und Seifenersatzmittel, Wasch- und Scheuerpulver, Rasiercreme, Rasierpulver, Rasierwasser und Rasierbalsam, Rasierklingen und Rasiermesser, Rasierapparate, Alaunstifte, Haarwasser und Haaröl, Haarpomade und Brillantine, Haarfixativ, Schampuniermittel, Haarfärbemittel, Haar- und Kleiderbürsten, Hautcreme, Hautöl, Hautsalbe, Puder und Talk, Schminke, Lippenstifte, Eau de Cologne, Toilettenwasser, Parfüm, Badesalz und Meertang, Kiefernadelöl, Fußsalz, Hühneraugenmittel, Augenwasser, Wimpernfarbe, Wimperncreme, Nagellack, Nagelbandwasser, Zahnpasta, Mundwasser, Haarentfernungsmittel, Mittel gegen Schweiß, Watte und Baumwolle, Sanitätsbinden, antiseptische Präparate, Schmierseife und Schmierseifenlauge, Laugenpulver, Aufwaspulver, Handpaste, Putzpulver und Putzcreme, Putzmittel für Leder und Schuhe, Blumendünger, Tinte, Kleister sowie Textilfarben.

Speed

Priorität: Schweden, 8. März 1944.

Nr. 109136.

Hinterlegungsdatum: 15. Dezember 1944, 17¼ Uhr.

Seitenfabrik August Brückner Gesellschaft mit beschränkter Haftung, Kamenzerstrasse 252 B, Puitsnitz (Sachsen, Deutsches Reich). Fabrik- und Handelsmarke.

Mittel zur Körper- und Schönheitspflege, Seifen und seifenartige Hautreinigungsmittel, Wasch- und Bleichmittel.

SUSAN

Nr. 109137.

Hinterlegungsdatum: 13. Juli 1944, 20 Uhr.

Aktiebolaget Marumo, Hövitsmansgatan 14, Helsingborg (Schweden). Handelsmarke.

Uhren.

MARUMO

Nr. 109138.

Hinterlegungsdatum: 29. November 1944, 15 Uhr.

Hermann Leu, Kornhausbrücke 1, Zürich 5 (Schweiz). Fabrikmarke.

Damenmäntel, Jacken und Kostüme.



Farbenausführung: gold und schwarz.

N° 109139. Date de dépôt: 1^{er} décembre 1944, 18 h.
 Jules Müller, Villa Cattaneo, Giubiasco (Tessin, Suisse).
 Marque de fabrique et de commerce.

Tabliers de maison et autres vêtements.



Nr. 109140. Hinterlegungsdatum: 5. Dezember 1944, 18 Uhr.
 Adolphe von Arx, Konstrukteur, Oeggensbühlstrasse 10, Thalwil
 (Schweiz). — Fabrik- und Handelsmarke.

Fahrzeuge und damit verbundene Teilprodukte.

AVA

N° 109141. Date de dépôt: 29 décembre 1944, 20 h.
 Meuslin & Co., St-Imier et Bienne (Suisse).
 Marque de fabrique et de commerce.

Outils d'horlogerie.

ROARC

N° 109142. Date de dépôt: 8 décembre 1944, 20 h.
 A. Th. Gaillard, Territet-Montreux (Suisse). — Marque de fabrique.

Corricide.



N° 109143. Date de dépôt: 9 décembre 1944, 13 h.
 Armand Jaquet-Schmid, Rue de l'Hôpital 22, Delémont (Suisse).
 Marque de commerce.

Séchoir à linges.

«**JAD**»

Nr. 109144. Hinterlegungsdatum: 11. Dezember 1944, 12 Uhr.
 Adolf Teuscher, Turbenthal-Hutzikon (Zürich, Schweiz).
 Fabrikmarke.

Torten.



N° 109145. Date de dépôt: 11 décembre 1944, 19 h.
 Fernand Jacot-Guillarmod, Rue Guillaume-Tell 7, Genève (Suisse).
 Marque de fabrique.

Bijouterie, bagues, broches, etc.



Nr. 109146. Hinterlegungsdatum: 13. Dezember 1944, 20 Uhr.
 Lateltn AG., Haldenstrasse 31, Zürich 3 (Schweiz).
 Fabrik- und Handelsmarke. — Erneuerung mit eingeschränkter Waren-
 angebe der Marke Nr. 58243. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft
 vom 13. Dezember 1944 an.

Weine, für welche eine Ursprungsbezeichnung gemäss Artikel 336 der
 Lebensmittelverordnung von 1936/1943 zulässig ist, sowie alle andern
 alkoholhaltigen und alkoholfreien Getränke. Spirituosen.

ISOTTA

Nr. 109147. Hinterlegungsdatum: 13. Dezember 1944, 20 Uhr.
 Lateltn AG., Haldenstrasse 31, Zürich 3 (Schweiz).
 Fabrik- und Handelsmarke. — Erneuerung mit eingeschränkter Waren-
 angebe der Marke Nr. 58284. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft
 vom 13. Dezember 1944 an.

Spanische Weine, für welche eine Ursprungsbezeichnung gemäss Artikel 336
 der Lebensmittelverordnung von 1936/1943 zulässig ist, und spanische
 Spirituosen.

Bodega Española **SAN SALVADOR**

N° 109148. Date de dépôt: 15 décembre 1944, 20 h.
 A. Th. Gaillard, Territet-Montreux (Suisse). — Marque de fabrique.

Produits pharmaceutiques.

SIAP.

Nr. 109149. Hinterlegungsdatum: 16. Dezember 1944, 7 Uhr.
 Schweizer Milch-Gesellschaft AG., Hochdorf (Schweiz).
 Fabrikmarke.

Milchpulver, kondensierte Milch.

Chalet

N° 109150. Date de dépôt: 15 décembre 1944, 15½ h.
 Gabus-Plojoux et Cie SA., Rue de Coutance 10, Genève (Suisse).
 Marque de fabrique et de commerce.

Produits alimentaires, en particulier conserves et café et ses succédanés.



N° 109151. Date de dépôt: 15 décembre 1944, 15½ h.
 Gabus-Plojoux et Cie SA., Rue de Coutance 10, Genève (Suisse).
 Marque de fabrique et de commerce.

Produits alimentaires, en particulier conserves et café et ses succédanés.



La marque est exécutée dans les combinaisons de couleurs suivantes:
 rouge-blanc-noir, violet-blanc-noir, bleu-blanc-noir, orange-blanc-noir, jaune-
 blanc-noir, vert-blanc-noir, brun-blanc-noir.

Nr. 109152. Hinterlegungsdatum: 29. Dezember 1944, 20 Uhr.
Tobler & Co. Chemische Fabrik, Altstätten (St. Gallen, Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Beize-, Farb- und Glanzmittel für Fussböden und Holzgegenstände jeder Art.



BÜFFEL-BEIZE

Nr. 109153. Date de dépôt: 18 décembre 1944, 7 h.
A. Schild AG. (A. Schild SA.) (A. Schild Ltd.), Mühlestrasse, Grenchen (Suisse). — Marque de fabrique et de commerce. — Renouvellement de la marque n° 57778. Le délai de protection résultant du renouvellement court depuis le 4 décembre 1944.

Montres, mouvements de montres et fournitures.

PRECISE

Nr. 109154. Data di deposito: 20 dicembre 1944, ore 11.
Luigi Delorenzi, Via Serengo 15, Lugano (Svizzera).
Marca di fabbrica.

Contabilità a ricalco.



Nr. 109155. Hinterlegungsdatum: 19. Dezember 1944, 20 Uhr.
Astoria SA., Place de la Fusterie 9/11, Genf (Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Zigaretten, Tabakfabrikate.

JIMMY

Nr. 109156. Hinterlegungsdatum: 21. Dezember 1944, 5 Uhr.
J. R. Geigy AG. (J. R. Geigy SA.), Schwarzwaldallee 215, Basel 16 (Schweiz). — Fabrik- und Handelsmarke.

Farbstoffe, Farben, Lacke, Beizen und chemische Produkte für die Färberei und Druckerei.

TINOFIL

Nr. 109157. Hinterlegungsdatum: 21. Dezember 1944, 18¼ Uhr.
August Belz, im Wiesenthal, Goldach (St. Gallen, Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Rasiermesser und -klingen aller Systeme; Rasierapparate, mechanische und elektrische; Klängen- und Messerschärfapparate; Schneidwaren; Rasierseifen, -pinsel, -crèmen, -puder, -steine und -wässer und Spiegel; Parfümerieartikel; Haar-, Hand-, Fuss-, Haut- und Zahnpflegemittel, Haar-, Hand-, Fuss-, Haut- und Zahnpflegewerkzeuge und -apparate.

BELZFACE

Nr. 109158. Hinterlegungsdatum: 23. Dezember 1944, 9 Uhr.
Maschinenfabrik Ruckstuhl AG., Drahtzugstrasse 67, Basel (Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Bügel sägmaschinen und Sägeblätter für Bügel sägmaschinen.

Express

Nr. 109159. Hinterlegungsdatum: 26. Dezember 1944, 18½ Uhr.
Dr. Erich Fischer, Windisch (Aargau, Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Spielwaren, Musikinstrumente und mechanische Musikgeräte.

MUSICANO

Nr. 109160. Date de dépôt: 27 décembre 1944, 18¼ h.
A. Th. Gallard, Territet-Montreux (Suisse).
Marque de fabrique et de commerce.

Spécialités et produits pharmaceutiques et médicaux.

PANPHARMA

Nr. 109161. Date de dépôt: 27 décembre 1944, 14 h.
Tousjeux et Nouveautés SA., Rue de Lausanne 29bis A et B, Genève (Suisse). — Marque de fabrique et de commerce.

Coffres-forts, leurs pièces détachées et plus spécialement coffres-forts incombustibles.

HERCULE

Nr. 109162. Hinterlegungsdatum: 29. Dezember 1944, 17 Uhr.
Max Brak, vorm. H. Brak Erben, Feldeggstrasse 54, Zürich 8 (Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke. — Uebertragung und Erneuerung der Marke Nr. 56866 von H. Brak Erben, Zürich. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 5. Juli 1944 an.

Liqueure und Spirituosen.



Rectification — Berichtigung

Nr. 108076. — Société des Produits Nestlé SA., Vevey (Suisse). — La liste des produits est rectifiée dans ce sens qu'au lieu de « chocolat au lait malté » (troisième ligne) il faut lire « chocolat au lait, lait malté ».

Andere, durch Gesetz oder Verordnung zur Veröffentlichung im SHAB. vorgeschriebene Anzeigen — Autres avis, dont la publication est prescrite dans la FOSC. par des lois ou ordonnances

Allgemeine Grundkreditbank in Liq. (Crédit général foncier en liq.) in BASEL

Herabsetzung des Grundkapitals und Aufforderung an die Gläubiger gemäss Artikel 733 OR.

Zweite Veröffentlichung

Die Generalversammlung unserer Aktionäre vom 21. Dezember 1944 hat beschlossen, gegen eine Rückzahlung von Fr. 25 auf jede Aktie und zur Tilgung von Währungskursverlusten den Nennwert der 7800 Aktien von je Fr. 250 auf je Fr. 150 herabzusetzen, das Aktienkapital von Fr. 1 950 000 somit auf Fr. 1 170 000, eingeteilt in 7800 Aktien von je Fr. 150, zu reduzieren.

Wir geben hiervon unseren Gläubigern im Sinne von Artikel 733 OR. Kenntnis, mit dem Hinweis darauf, dass sie binnen zwei Monaten, von der dritten Bekanntmachung im Schweizerischen Handelsamtsblatt an gerechnet, unter Anmeldung ihrer Forderungen bei uns Befriedigung oder Sicherstellung verlangen können. (AA. 12²)

Basel, den 16. Januar 1945.

Der Liquidator.

Baugenossenschaft Rankhof, Thun

Liquidationsschuldenruf gemäss Artikel 913, 742 und 745 OR.

Dritte Veröffentlichung

Die Baugenossenschaft Rankhof, mit Sitz in Thun, ist infolge Verkaufs der Liegenschaft in Liquidation getreten. Rechtlich begründete Forderungen sind bis und mit 15. Februar 1945 Herrn F. Pauli, Thun 4, zu Hauden der Liquidatoren anzumelden. (AA. 10¹)

Thun, den 11. Januar 1945.

Baugenossenschaft Rankhof in Liq.

«Union Life Fund» administered by the «Commercial Union Assurance Company Ltd., London

Actif	Bilan au 31 décembre 1943		Passif	
	£	s d	£	s d
Valeurs mobilières	622 685.	4. 3	Réserves mathématiques et correction relative à l'échéance des primes	764 710.16. 9
Titres de gage immobilier	61 257.12.11		Réserve pour sinistres, capitaux échus, rentes et rachats à régler	22 038.15. 3
Prêts et avances sur polices	41 995.16. 3		Autre passif et créiteurs divers	10 362. 1. 4
Prêts sur nantissement	10. —			
Prêts à des corporations	25 197.18. 3			
Redevances emphytéotiques des franc-alleux	980. —			
Effets à recevoir, avoirs en banque, chèques postaux, caisse	22 414.18. 6		(VG. 1)	
Avoirs auprès d'agents et de preneurs d'assurances	16 030.15. 1			
Intérêts et loyers	6 539. 8. 1			
De l'actif ci-dessus, sont engagés à titre de sûretés, de cautionnements ou de gages: £ 3669. —. —.				
	797 111.13. 4			797 111.13. 4

Londres, le 19 juillet 1944.

«Union Life Fund» administered by the «Commercial Union Assurance Company Ltd.»

sig. A. J. Makins, General Manager,
N. R. Gatenby, Actuary

Autres sûretés pour les différentes branches d'assurances de la «Commercial Union» et de l'«Union Life Fund»:

Capital social, entièrement versé £ 3 540 000. —. —
Fonds de réserve général £ 2 066 123. —. —

Mitteilungen - Communications - Comunicazioni

Bundesratsbeschluss über die Herabsetzung der Biersteuer

(Vom 9. Januar 1945)

Der schweizerische Bundesrat, gestützt auf Artikel 3 des Bundesbeschlusses vom 30. August 1939 über Massnahmen zum Schutze des Landes und zur Aufrechthaltung der Neutralität, auf Artikel 8 des Bundesratsbeschlusses vom 30. April 1940 über Massnahmen zur Tilgung der ausserordentlichen Wehraufwendungen und zur Ordnung des Finanzhaushaltes des Bundes sowie auf den Bundesratsbeschluss vom 1. September 1939 betreffend die Kosten der Lebenshaltung und den Schutz der regulären Marktvorgänge, beschliesst:

Art. 1. Auf im Inland hergestelltem sowie auf eingeführtem Bier wird eine Steuer von 6 Rp. je Liter, Flasche, Krug usw. erhoben.

Art. 2. Die Preiskontrollstelle des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements setzt im Einvernehmen mit der Oberzolldirektion die Preise für Bier fest.

Art. 3. Die Oberzolldirektion ist ermächtigt, zugunsten der Kleinbrauer angemessene Erleichterungen zu gewähren.

Art. 4. Widerhandlungen gegen Artikel 1 fallen unter die Strafbestimmungen der Vollziehungsverordnung vom 27. November 1934 zum Bundesratsbeschluss vom 4. August 1934 über die eidgenössische Getränkesteuer. Widerhandlungen gegen die in Artikel 2 vorgesehenen Vorschriften der Preiskontrollstelle fallen unter den Bundesratsbeschluss vom 17. Oktober 1944 über das kriegswirtschaftliche Strafrecht und die kriegswirtschaftliche Strafrechtspflege.

Art. 5. Dieser Beschluss tritt rückwirkend auf den 1. Oktober 1944 in Kraft. Auf den gleichen Zeitpunkt wird der Bundesratsbeschluss vom 29. März 1941 über die Erhöhung der Biersteuer aufgehoben. 13. 17. 1. 45.

Arrêté du Conseil fédéral réduisant l'impôt sur la bière

(Du 9 janvier 1945)

Le Conseil fédéral suisse, vu l'article 3 de l'arrêté fédéral du 30 août 1939 sur les mesures propres à assurer la sécurité du pays et le maintien de sa neutralité; vu l'article 8 de l'arrêté du Conseil fédéral du 30 avril 1940 prescrivant des mesures propres à amortir les dépenses militaires extraordinaires et à ordonner les finances fédérales; vu l'arrêté du Conseil fédéral du 1^{er} septembre 1939 concernant le coût de la vie et les mesures destinées à protéger le marché, arrête:

Article premier. Il est perçu un impôt de 6 ct. par litre, bouteille, cruchon, etc., sur la bière fabriquée en Suisse, ainsi que sur la bière importée.

Art. 2. Le Service du contrôle des prix près le Département de l'économie publique fixe les prix de la bière, d'entente avec la Direction générale des douanes.

Art. 3. La Direction générale des douanes est autorisée à accorder des facilités équitables aux petites brasseries.

Art. 4. Les infractions à l'article premier tombent sous le coup des dispositions pénales du règlement du 27 novembre 1934 assurant l'exécution de l'arrêté du Conseil fédéral du 4 août 1934 concernant un impôt fédéral sur les boissons. Les infractions aux prescriptions du Service du contrôle des prix prévues à l'article 2 tombent sous le coup de l'arrêté du Conseil fédéral du 17 octobre 1944 concernant le droit pénal et la procédure pénale en matière d'économie de guerre.

Art. 5. Le présent arrêté a effet au 1^{er} octobre 1944. Est abrogé à la même date l'arrêté du Conseil fédéral du 29 mars 1941 relevant l'impôt sur la bière. 13. 17. 1. 45.

Luxussteuer

BRB. vom 13. Oktober 1942/29. Dezember 1942 über die Luxussteuer (LStB)

Aufforderung zur Anmeldung der Steuerpflichtigen und zur Erfüllung der Steuerpflicht

Die Eidgenössische Steuerverwaltung macht erneut auf die Vorschriften über die Anmeldung der steuerpflichtigen Betriebe und über die Erfüllung der Luxussteuerpflicht aufmerksam.

1. Schriftlich anzumelden hat sich bei der Sektion für Warenumsatz-, Luxus- und Ausgleichsteuer, Efingerstrasse 27, Bern, wer im Inlande Luxuswaren der in Anlage II LStB genannten Art (vergleiche Lit. c unten)

gewerbmässig im Detail liefert und sich bis dahin noch nicht angemeldet hat. In der rechtsverbindlich unterzeichneten und datierten Anmeldung sind der Name oder die Firma und die Adresse sowie die Luxuswaren, welche der Steuerpflichtige im Detail liefert, anzugeben. Die Anmeldung ist einzureichen, bevor die ersten Detaillieferungen von Luxuswaren ausgeführt werden.

a) Luxuswaren gelten als im Detail geliefert, wenn wie der Abnehmer weder zur gewerbmässigen Weiterlieferung noch als Werkstoff für die gewerbmässige Herstellung von Waren bezieht.

Als Lieferung gilt (ausser Verkauf und Tausch) auch die Ablieferung gegen Entgelt hergestellter (Anfertigung), instandgestellter (Reparatur) oder instandgehaltener Luxuswaren sowie die entgeltliche Ueberlassung von Luxuswaren zum Gebrauch oder zur Nutzung (z. B. Vermietung).

b) Als gewerbmässig gilt auch die Lieferung auf Märkten, Messen oder an freiwilligen Versteigerungen feilgebotener Luxuswaren sowie die wiederholte gelegentliche Lieferung, die auf Erwerb gerichtet ist.

c) Als Luxuswaren nach Anlage II LStB gelten gemäss den dort angeführten Zolltarifpositionen:

Bodenteppiche, handgeknüpft;
Felle, gegerbt und zugerichtet zu Kürschnerarbeiten (ausgenommen Katzenfelle zur Herstellung von Leibbinden);
Pelzwerk und Kleidungsstücke mit Pelzfutter oder mit Pelzbesatz (ausgenommen Kleidungsstücke und Mützen mit Besatz aus Fellen von Katzen, Kaninchen, einheimischen Schafen und Ziegen);
Perlen, ungefasst;
Edelsteine aller Art, ungefasst;
Bijouterie, echt;
Gold- und Silberschmiedwaren (ausgenommen Füllhalter mit Schreibfedern oder Schreibrohrchen aus Edelmetall, ohne weitere Ausrüstung aus Edelmetallen);
Uhren (Taschen- und Armbanduhren mit Gehäusen aus Gold oder Platin; andere Uhren mit Taschenuhrwerk mit Gehäusen aus Gold oder Platin; Uhren gefasst in Gold-, Platin- oder Silberwaren — montres-bijoux — oder mit Edelsteinen besetzt);
photographische und Projektionsapparate (ausgenommen Vergrösserungsapparate grosser Dimensionen, auf Schlitten oder Sockel montiert, für das graphische Gewerbe);
Grammophone und Schallplatten;
Radioapparate und deren Bestandteile.

2. Die Steuerpflicht nach dem Markenverfahren hat zu erfüllen, wer Luxuswaren der in Anlage I LStB genannten Art im Inland gewerbmässig im Detail (vergleiche Ziffer 1, a und b, hievori) liefert.

a) Als Luxuswaren gemäss Anlage I LStB gelten nach den dort angeführten Zolltarifpositionen:

Schaumweine, alkoholhaltige, in Flaschen aller Art;
photographische Platten und Filme, unbelichtet (ausgenommen Röntgenplatten und -filme);
Parfümerien und kosmetische Artikel (ausgenommen Mittel zur Pflege des Mundes und der Zähne, Toilettenseife, Rasierseife in jeder Form).

b) Die Luxussteuermarken sind vom Steuerpflichtigen in dem Betrage, welcher sich aus der Anlage I LStB ergibt, auf den (im Detail gelieferten) Luxuswaren oder auf deren Umhüllung aufzukleben und durch Aufdruck oder Aufschrift der Firmabezeichnung zu entwerten.

3. Wer seine Anmeldepflicht im Registerverfahren oder seine Steuerpflicht im Markenverfahren versäumt, wird straffällig.

4. Ueber alle Einzelheiten betreffend die Erfüllung der Anmelde- und der Steuerpflicht orientiert die bei den Poststellen zu 50 Rp. erhältliche, von der Eidgenössischen Steuerverwaltung herausgegebene Broschüre über die «Eidgenössische Luxussteuer».

Die Eidgenössische Steuerverwaltung, Sektion für Warenumsatz-, Luxus- und Ausgleichsteuer, Efingerstrasse 27, Bern, erteilt jederzeit kostenlos Auskunft. 13. 17. 1. 45.

Bern, den 12. Januar 1945.

Eidgenössische Steuerverwaltung.

Impôt sur le luxe

Arrêtés du Conseil fédéral des 13 octobre 1942/29 décembre 1942 instituant un impôt sur le luxe (AIL)

Invitation aux contribuables à remettre leur déclaration et à remplir leurs obligations fiscales

L'Administration fédérale des contributions attire à nouveau l'attention des entreprises intéressées sur l'obligation de s'annoncer et de remplir les obligations particulières à l'impôt sur le luxe.

1. Quiconque fait profession de livrer, au détail et sur territoire suisse, des articles de luxe dont l'espèce est déterminée à l'annexe II AIL (voir lit. c ci-dessous) doit remettre, s'il ne l'a pas encore fait, une déclaration écrite à la Section des impôts sur le chiffre d'affaires et le luxe et de l'impôt compensatoire, Effingerstrasse 27 à Berne. La déclaration, dûment signée et datée, doit indiquer le nom ou la raison de commerce et l'adresse du contribuable, ainsi que les articles de luxe qu'il livre au détail; elle doit être remise avant que ne soient effectuées les premières livraisons au détail d'articles de luxe.

- a) Des articles de luxe sont réputés être livrés au détail lorsque l'acquéreur ne se les fait livrer ni pour une nouvelle livraison professionnelle, ni comme matière première pour la fabrication professionnelle de marchandises.

Est aussi réputée livraison (en plus de la vente et de l'échange) la remise, contre rémunération, d'articles de luxe fabriqués (confectionnés), mis en état (réparés) ou maintenus en bon état, ainsi que la cession, contre rémunération, de l'usage ou de la jouissance d'articles de luxe (p. e. location).

- b) Est aussi considérée comme professionnelle la livraison d'articles de luxe mis en vente sur les marchés, dans les foires ou aux enchères volontaires, de même que la livraison occasionnelle mais répétée d'articles de luxe, s'il ressort des circonstances qu'elle vise à des fins lucratives.

- c) Sont considérés comme articles de luxe selon l'annexe II AIL et conformément aux numéros du tarif douanier y indiqués:

tapis de pieds, noués à la main;
peaux, tannées et corroyées, pour ouvrages de pelletterie (à l'exception des peaux de chat pour ceintures ventrières);
fourrures et pièces d'habillement fourrées ou garnies de fourrure (à l'exception des pièces d'habillement, casquettes et bonnets garnis de peaux de moutons ou de chèvres indigènes, ou de peaux de chat ou de lapin);
perles, non montées;

gemmes, de tout genre, non serties;

bijouterie vraie;

orfèvrerie-or et orfèvrerie-argent (à l'exception des stylographes dont la plume ou la pointe sont en métal précieux et qui n'ont pas d'autres parties en métaux précieux);

montres (montres de poche et montres-bracelets en boîtes d'or ou de platine; autres montres avec mouvement de montres de poche et en boîtes d'or ou de platine; montres montées dans des articles en or, platine ou argent — montres bijoux — ou garnies de gemmes);

instruments et appareils pour la projection et la photographie (à l'exception des appareils d'agrandissements de fortes dimensions, montés sur table ou sur socle, pour l'industrie d'art graphique);
gramophones et disques;

appareils radiophoniques et leurs pièces détachées.

2. Est assujetti à l'impôt selon la procédure d'estampillage quiconque fait profession de livrer au détail sur territoire suisse des articles de luxe dont l'espèce est désignée à l'annexe I AIL (voir chiffre 1, lit. a et b, ci-dessus).

- a) Sont considérés comme articles de luxe selon l'annexe I AIL et conformément aux numéros du tarif douanier y indiqués:

vins mousseux, avec alcool, en bouteilles de tout genre;
plaques et films photographiques, non impressionnés (à l'exception des plaques et films pour la radiographie);

parfumeries et cosmétiques (à l'exception des produits pour les soins de la bouche et des dents, des savons de toilette et du savon à barbe sous toutes ses formes).

- b) Les estampilles spéciales, représentant la valeur de l'impôt qui résulte de l'annexe I, doivent être collées par le contribuable sur les articles de luxe (livrés au détail) ou sur leur emballage et oblitérées au moyen d'un timbre, ou d'une inscription, indiquant la raison de commerce.

3. Est passible de sanctions quiconque ne présente pas sa déclaration pour la procédure d'immatriculation ou se soustrait à ses obligations fiscales en n'estampillant pas ses livraisons.

4. La brochure « Impôt sur le luxe » éditée par l'Administration fédérale des contributions, et vendue par les bureaux de poste au prix de 50 ct., donne tous détails utiles concernant la déclaration et les obligations fiscales.

L'Administration fédérale des contributions, Section des impôts sur le chiffre d'affaires et le luxe et de l'impôt compensatoire, Effingerstrasse 27 à Berne, donne sans frais tous renseignements.

Berne, le 12 janvier 1945.

Administration fédérale des contributions.

Imposta sul lusso

Decreto del Consiglio federale che istituisce un'imposta sul lusso (DIL) del 13 ottobre 1942/29 dicembre 1942

Esortazione per la notifica e l'adempimento dell'obbligo fiscale

L'Amministrazione federale delle contribuzioni rende attenti alle prescrizioni emergenti dal DIL in materia di notifica e d'adempimento dell'obbligo fiscale sul lusso.

1. Deve annunciarsi per iscritto presso la Sezione dell'imposta sulla cifra d'affari e sul lusso e dell'imposta compensativa, Effingerstrasse 27, Berna, chiunque vende professionalmente al minuto in Svizzera degli

articoli di lusso del genere indicato all'allegato II DIL, purchè non si sia già notificato. Nella notifica, munita della firma legale e della data, debbono essere indicati il nome o la ditta e l'indirizzo, nonchè gli articoli di lusso che il contribuente vende al minuto. La notifica dev'essere inoltrata antecedentemente alla prima fornitura al minuto d'articoli di lusso.

- a) Si ha una fornitura al minuto di articoli di lusso quando il compratore acquista gli stessi per altro scopo che non sia una nuova fornitura professionale o l'uso come materia prima per la fabbricazione professionale di merci.

Come fornitura si considera (oltre alla vendita e lo scambio) anche la cessione, dietro la relativa controprestazione, di articoli di lusso fabbricati (confezionati), messi in buon stato (riparati) o mantenuti in buon stato, come pure la consegna a titolo oneroso di articoli di lusso per l'uso o per l'usufrutto (per es. locazione).

- b) Si considera pure come fornitura professionale la fornitura di articoli di lusso offerti in occasione di mercati, fiere o di aste volontarie, come pure la fornitura ripetuta e occasionale di articoli di lusso, se dalle circostanze appare che essa è diretta a conseguire un guadagno.

- c) Valgono come articoli di lusso giusta l'allegato II DIL, che si basa sulle voci della tariffa doganale ivi menzionate:

tappeti da pavimento, annodati a mano;
pelli, conciate e preparate per lavori da pellicciaio (eccettuate le pelli di gatto per la confezione di ventriere);

pellicce e abiti foderati o guarniti di pelliccia (eccettuati abiti e berretti con guarnizioni di pelo di gatto e di coniglio, di capre e di pecore indigene);

perle, non montate;

pietre preziose, d'ogni genere, non montate;

gioielleria vera;

oreficeria d'oro e d'argento (eccezioni: le penne stilografiche con pennino, o punta che serve a scrivere, di metallo prezioso, ma che non hanno altre parti in metallo prezioso);

orologi (orologi da tasca e orologi a bracciale con casse di oro o platino; altri orologi con movimento da orologi da tasca con casse d'oro o di platino; orologi montati su oggetti d'oro, di platino o d'argento (orologi-bijoux) o dotati di pietre preziose;

apparecchi per la fotografia e per la proiezione (eccettuati apparecchi d'ingrandimento di grandi dimensioni, montati su slitte o su zoccoli, per l'industria delle arti grafiche);

grammofoni e dischi;

apparecchi radiofonici e loro parti staccate.

2. Soggetto all'obbligo fiscale secondo il sistema delle marche è chiunque fornisce professionalmente al minuto in Svizzera degli articoli di lusso del genere indicato all'allegato I DIL (confr. cifra 1, a e b, più sopra).

- a) Valgono come articoli di lusso giusta l'allegato I DIL, che si basa sulle voci della tariffa doganale ivi menzionate:

vini spumanti, contenenti alcol, in bottiglie d'ogni genere;

lastre e pellicole fotografiche, non impressionate (eccettuate le lastre e pellicole radiografiche);

articoli di profumeria e cosmetici (eccettuati gli articoli per la cura della bocca e dei denti, saponi per la toletta, sapone per la barba, in qualsiasi forma).

- b) Le marche sul lusso debbono essere incollate dal contribuente, pel montante risultante dall'allegato I DIL, sugli articoli di lusso forniti al minuto o sul loro imballaggio; esse devono essere obliterate per mezzo di un bollo o di una iscrizione indicante la ditta.

3. Chi trasalacia di adempiere all'obbligo di notifica secondo la procedura d'iscrizione oppure non si attiene al suo obbligo fiscale secondo il sistema delle marche commette un'infrazione alle prescrizioni del DIL ed è passibile di una pena severa. Egli deve inoltre pagare l'importo sottratto.

4. Attiriamo l'attenzione sull'opuscolo concernente la « Imposta federale sul lusso », pubblicato dall'Amministrazione federale delle contribuzioni, ottenibile presso gli uffici postali al prezzo di 50 cent.; in detto opuscolo sono contenuti tutti i particolari in merito all'adempimento dell'obbligo di notifica e dell'obbligo fiscale.

Viene inoltre attirata l'attenzione sul fatto che l'Amministrazione federale delle contribuzioni, Sezione delle imposte sulla cifra d'affari e sul lusso e dell'imposta compensativa, Effingerstrasse 27, Berna, fornisce in ogni tempo e gratuitamente i raggugli desiderati.

13. 17. 1. 45.

Berna, il 12 gennaio 1945.

Amministrazione federale delle contribuzioni.

Negoziazioni economiche tra la Svizzera e la Germania

L'accordo del 9 agosto 1940 per la compensazione dei pagamenti svizzero germanici è stato prorogato, nel tenore della quinta aggiunta del 29 luglio 1944, il 29 dicembre 1944 fino al 15 gennaio 1945. Siccome le negoziazioni iniziate in questo frattempo a Berna non poterono essere condotte a termine fino ad oggi, le due parti hanno convenuto di prolungare lo statuto attuale fino al 31 gennaio 1945. Le negoziazioni proseguono tra le due delegazioni.

La proroga dell'accordo ha avuto luogo mediante lo scambio di lettere fra i presidenti delle due delegazioni. La lettera svizzera, il cui contenuto è conforme a quello della lettera germanica, ha il seguente tenore:

* Signor presidente,

Ho l'onore di confermarVi che il Consiglio federale svizzero ed il governo germanico hanno convenuto di prolungare fino al 31 gennaio 1945 l'accordo per la compensazione dei pagamenti svizzero-germanici del 9 agosto 1940, nel testo della quinta aggiunta del 29 luglio 1944.

Vogliate gradire, signor presidente, i sensi della mia più alta considerazione.

13. 17. 1. 45.

(Ho.) Holz.

Berna, 15 gennaio 1945.

Bürotische



ab Fr. 41.50, in Tanne, Buche und Eiche, im Format 100x65 cm bis 180x90 cm auf Lager. Spezialausführungen auf Wunsch

Verlangen Sie unseren Spezialprospekt

PAPYRIS BÜROMÖBEL

Freiestraße 43 Telephone 061 4 18 64 Basel

VILLARS s/Box (1300-1800 m.) Alpes vaudoises

VILLARS-PALACE & MUVERAN

La « BONNE MAISON » où l'on se trouve « CHEZ SOI »

CUISINE SOIGNÉE - TOUT CONFORT - PRIX RAISONNABLES

SOLEIL ★ SPORTS ★ REPOS ★ DIVERTISSEMENTS

OUV. : 30 Oct. - Mars H. G. ARNI, dir.

Öffentliches Inventar mit Rechnungsruf

(ZGB. Art. 580 ff. und EG. §§ 224 ff.)

Ueber den Vermögensnachlass des am 25. Dezember 1944 in Solothurn verstorbenen

Albert Maurer, Eduards,

geboren 1877, Tiefbau-Ingenieur, von Veehigen (Bern), in Solothurn, wird, gestützt auf die Bewilligung des Gerichtspräsidenten von Solothurn-Lebern vom 10. Januar 1945, das öffentliche Inventar durchgeführt.

Die Gläubiger und Schuldner des Erblassers, mit Einschluss der Bürgschafts- und Währschaftsgläubiger, werden blemit aufgefordert, ihre Forderungen und Schulden (Wert 25. Dezember 1944) unter Vorlage der bezüglichen Ausweise bis und mit 21. Februar 1945 bei der unterzeichneten Amtsstelle anzumelden.

Nichtanmeldung von Ansprüchen gegenüber dem Erblasser hat für die Gläubiger den Verlust des Anspruches gegen die Erben zur Folge (Art. 590 und 591 ZGB.). OFS 1

Solothurn, den 15. Januar 1945.

Der Amtsschreiber von Solothurn:
W. Isler, Notar.



Umleg- und Ersatzkalender für 1945



Gebrüder Scholl Akt.-Ges. - Zürich Poststr. 3/ Paradeplatz Tf. (051) 23 57 10

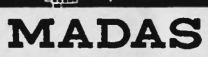
Wegen Umstellung des Betriebes sofort zu stark reduziertem Preise zu verkaufen:

KASSENSCHRANK

bekannteste Marke, in einwandfreiem Zustand, mit Doppelkombinationsschloss, Dreifachmantel für besonderen Feuerschutz. Moderne Form und Anstrich. Totalhöhe 1,54 m, Breite 76 cm, Tiefe 63 cm. Innen grosses Hauptfach und 4 kleinere Fächer. Schloss gepanzert und unanbohrbar. Heutiger Neuwert zirka Fr. 3100, Verkaufspreis Fr. 1700. — Anfragen erheben unter Chiffre P 22009 On an Publicitas Aarau. On 6

ADDITIONS- & RECHENMASCHINEN A.G.

Bahnhofplatz 9, Zürich 1



MADAS

Rechenmaschinen

Telephone 27 01 33

Patentverkauf oder Lizenzabgabe

Die Inhaber der nachstehenden schweizerischen Patente wünschen dieselben zu verkaufen, in Lizenz zu geben oder anderweitige Vereinbarungen für die Fabrikation in der Schweiz einzugeben:

Nr. 202610 betr. « Verfahren zur Herstellung hochglänzender Hohlkörper aus Celluloseestern und -äthern »,
 Nr. 213276 betr. « Echolotanlage »,
 Nr. 201795 betr. « Verschlussharer, einen verhältnismässig starken Aufnahmeteil aufweisender, durch mehrfaches Tanchen eines Kernes in filmgebende Massen gewonnener Verpackungsbehälter »,
 Nr. 175445 betr. « Elektrische Regeleinrichtung »,
 Nr. 189847 betr. « Bürste mit auswechselbarem Bürstenkörper »,
 Nr. 207094 betr. « Selbsttätige Feuerwaffe mit schwingendem Verschlussstück »,
 Nr. 219427 betr. « Photographische Rollfilmkamera »,
 Nr. 205212 betr. « Patronengurt für Maschinen-gewehre »,
 Nr. 199817 betr. « Vorrichtung an Schusswaffen zum Festhalten des Rohr- bzw. Laufteiles auf der Lafette »,
 Nr. 207091 betr. « Mehrteilige Lafette für Feuerwaffen mit Vorrichtung zur Verbindung einzelner Teile derselben »,
 Nr. 219179 betr. « Automatische Schusswaffe, insbesondere Pistole ».

Anfragen befördern:

Kirchhofer, Ryffel & Co.

Patentanwaltsbureau

Bahnhofstrasse 56 62-1

Zürich 1

VOYAGEUR

ayant grande initiative, actif, sérieux, cherche fabrique ou maison de 1^{er} ordre pour la représentation de la Suisse romande. Ecrire sous chiffre H 50928 X, Publicitas Genève. X 5



rechnet alles schnell und sicher



GENERALVERTRETUNG FÜR DIE SCHWEIZ

G. B. GUJONI

ZÜRICH / LÖWENSTRASSE 11 TEL. 23 82 38

Kraftwerke Brusio AG.

Poschiavo

4 1/2 % - Anleihe von Fr. 8 000 000 von 1933

Auf Grund von Ziffer 3 der Anleihebedingungen kündigen wir hiermit die noch ausstehenden Obligationen der oben bezeichneten Anleihe auf den 1. August 1945 zur vorzeitigen Rückzahlung zu parl. Mit diesem Rückzahlungstermin hört die Verzinsung der Obligationen auf.

Die Titel der Anleihe werden vom genannten Tage an bei den offiziellen Zahlstellen spesenfrei eingelöst. Q 15

Poschiavo, den 17. Januar 1945.

Kraftwerke Brusio AG.

HOLETTA SA.

Messieurs les actionnaires de Holetta SA. sont convoqués en

assemblée générale ordinaire

le lundi 29 janvier 1945, à 10 heures, au siège social, Rue Général-Dufour 20, à Genève.

ORDRE DU JOUR:

1. Rapport du conseil d'administration.
2. Rapport du contrôleur des comptes.
3. Votation sur les conclusions de ces rapports.

Pour assister à cette assemblée, Messieurs les actionnaires devront produire leurs titres ou un certificat de blocage délivré par une banque ou un notaire.

Les rapports du conseil d'administration, du contrôleur des comptes, le bilan et le compte de profits et pertes sont déposés Rue Général-Dufour 20, à la disposition de Messieurs les actionnaires. X 6

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

AG. Grand Hotel & Savoy Hotel Unvers

Basel

Die Aktionäre werden zur

ordentlichen Generalversammlung

auf Montag den 5. Februar 1945, vormittags 11 Uhr, in das Gebäude des Schweizerischen Bankvereins, 11. Stock, Aeschenvorstadt 1, Basel, eingeladen.

TRAKTANDEN:

1. Entgegennahme der Berichte des Verwaltungsrates und der Kontrollstelle für das Jahr 1944.
2. Genehmigung der Gewinn- und Verlustrechnung und der Bilanz per 31. Dezember 1944. Décharge-Erteilung an die Verwaltung.
3. Beschlussfassung über die Verwendung des Jahresergebnisses des Geschäftsjahres 1944.
4. Wahlen in den Verwaltungsrat.
5. Wahl von zwei Rechnungsrevisoren und eines Suppleanten.
6. Unvorhergesehenes.

Die Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung sowie der Bericht der Kontrollstelle liegen vom 19. Januar 1945 an beim Schweizerischen Bankverein, Basel, zur Einsicht der Aktionäre auf.

Zutrittskarten zu der Versammlung können bei der Gesellschaft bezogen werden. Q 14

Basel, den 17. Januar 1945. **DER VERWALTUNGSRAT.**

Regina Palace und Jungfraublick AG., Interlaken

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre auf Montag 29. Januar 1945, vormittags 11 Uhr, im Sitzungszimmer der Schweizerischen Volksbank (3. Stock) in Bern

Traktanden: 1. Protokoll der ordentlichen Generalversammlung vom 22. Februar 1944. — 2. Abnahme der Jahresrechnung pro 1944; Bericht der Rechnungsrevisoren; Décharge-Erteilung an den Verwaltungsrat. — 3. Wahl der Rechnungsrevisoren. — 4. Verschiedenes.

Die Ausweiskarten können gegen Vorlage der Aktien oder eines Bankausweises bis zum 27. Januar 1945 beim Sekretär der Gesellschaft, Notar E. Guggisberg, Generaldirektion der Schweizerischen Volksbank, Bern, bezogen werden. Dasselbe sowie am Sitz der Gesellschaft in Matten bei Interlaken liegt auch die Jahresrechnung nebst dem Bericht der Kontrollstelle ab 19. Januar 1945 zur Einsichtnahme durch die Aktionäre auf. 123

Bern, den 16. Januar 1945. **Der Verwaltungsrat.**